

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 12 JUIN
N° 207 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

**Tribune
préparatoire
au II^e Congrès
du PCR ml
voir p.2**

ALBERT TEYSSERE LIBÉRÉ

Albert Teisseyre, le viticulteur emprisonné depuis la fusillade de Montredon, a été libéré hier soir de la prison des Baumettes à Marseille. Cette mise en liberté provisoire n'en résoud pas pour autant le fait que l'information qui a été ouverte contre lui continue son cours. Rappelons que l'état de santé d'Albert Teisseyre, qui avait entamé une grève de la faim, était tel qu'il avait dû être transféré à l'hôpital de la prison des Baumettes.

Aux Verreries de Vitry

LES RÉDUCTIONS D'HORAIRES PROVOQUENT LA GRÈVE

Depuis le 1^{er} juin, les ouvriers sont en grève. L'an dernier, l'horaire était de 42 h 30, il est passé à 40 h sans perte de salaire. Rien n'était moins sûr, les promesses étaient verbales et le 1^{er} juin, un ouvrier décide de continuer l'horaire tant qu'il n'aura pas l'assurance écrite ; une altercation s'en suit avec la maîtrise, les ouvriers discutent et le débrayage a lieu par solidarité.

voir p.4

Aux Câbles de Lyon, comme partout,

CONTRE LA RÉPRESSION, SOYONS A L'OFFENSIVE

ENTRETIEN AVEC UN RESPONSABLE
DE LA SECTION CGT DES CÂBLES

voir p.5

COLOMBIE

DE NOTRE
CORRESPONDANT
À BOGOTA

La bataille de
«La Casena»

voir page 8

LIBAN

**UN RESPONSABLE DU BUREAU
DE L'OLP A PARIS
NOUS DÉCLARE :**

nous défendons notre peuple et notre révolution



Au moment où les troupes d'intervention syriennes commencent une nouvelle vague d'assaut contre la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises, dans des conditions encore pires que la précédente pour les populations civiles soumises à leurs bombardements, nous avons rencontré un responsable du bureau d'information et de liaison de l'OLP à Paris, qui nous a donné le point de vue de la Résistance sur les événements en cours.

Question : Quel est le sens politique de l'intervention militaire syrienne au Liban ; dans quel contexte international se situe-t-elle ?

Réponse : Actuellement, en Syrie, il y a au sein du régime une tendance forte, qui a un pouvoir de décision et d'application. C'est elle qui a pris l'initiative de l'intervention au Liban sous le prétexte d'y ramener la paix et d'y arrêter l'effusion de sang. Mais le sang coule beaucoup plus, à la suite de cette intervention et il coule du côté des forces patriotiques et

de la Résistance Palestinienne. Surtout, ce sont les quartiers civils, dans les secteurs contrôlés par le mouvement patriotique libanais, qui en souffrent. Cette intervention s'est faite sans tirer aucune balle contre les forces isolationnistes mais au

contraire en parfaite harmonisation avec elles pour les bombardements et les harcèlements.

— Les solutions impérialistes concernant le problème du Proche Orient étaient bloquées par la résistance et la détermination de notre peuple à

imposer ses droits nationaux sur sa terre usurpée. Voici deux semaines, le régime syrien a prolongé le mandat des casques bleus sur le Golan, sans aucune condition. Aussitôt, il a entamé la préparation de l'intervention au Liban. suite p.7

Marchais à Lyon

LA MAIN TENDUE VERS LE GOUPILLON

C'est plus un prêche, par le ton onctueux et les paroles lénifiantes, qu'un discours qu'on a pu entendre jeudi soir à Lyon.

Pendant tout son discours, Marchais s'est adressé aux «chrétiens de France» dans leur ensemble. Après avoir déclaré que chrétiens et communistes sont un produit historique d'une même civilisation et d'une même histoire en France, il a dit qu'il fallait les unir, sans faire aucune analyse de classe. Les citations de chrétiens qu'il a

prises étaient toutes de la hiérarchie catholique, de l'épiscopat français. Est-ce pour cela que Marchais s'est empressé de rassurer le clergé sur ce qu'il adviendrait de ses biens si le PC était au gouvernement : «Les églises pourront disposer de biens, d'organes d'expression et d'édition ainsi que des moyens de former les ministres du culte». Chaque fois qu'il a parlé de la classe ouvrière, c'était en termes misérabilistes, dans un discours d'une heure et demie où il n'a été fait qu'une

allusion aux luttes : «Jamais notre pays n'a connu autant de luttes sociales». Seuls, quelques maigres applaudissements ont répondu. Il s'est ensuite employé à démontrer que les chrétiens avaient toute leur place dans le P.C.F et que personne ne tenterait de les convaincre de renoncer à leur foi. Il a déclaré : «Cela ne nous conduit ni au sectarisme, ni à la haine de celui qui ne pense pas comme nous».

suite p.6



A PROPOS DE L'ORGANISATION DES FEMMES

Le projet de programme, à propos des femmes, dit qu'il n'est pas question aujourd'hui de créer une

organisation de femmes. Pouvez-vous préciser pourquoi ?

Posons-nous plutôt la question : où en sont les femmes du peuple aujourd'hui, dans la situation de crise que nous connaissons ? A quoi aspirent-elles ? Certes, l'enquête que nous avons pu mener n'est pas complète, mais qu'est-ce qui se dégage, aussi bien dans les usines, que sur les quartiers ? A Bourgogne Electronique, les femmes sont entrées en lutte, ont participé aux piquets, à toutes les actions, se portant, malgré les obstacles matériels, ou parfois l'opposition de leur mari, à la tête du combat. A Hérouville St Clair (Caen), dans le comité de lutte contre le chômage, c'est des problèmes politiques d'ensemble que parlent les femmes. A Fos, à Usinor,

par centaines, elles sont venues soutenir leur mari en grève. De quoi parlent les femmes aujourd'hui, si ce n'est de la crise, des prix, du chômage, de l'avenir des enfants, de la destruction de la famille par le capitalisme, de la répression ? Tout cela montre que ce qu'elles veulent, c'est prendre leur part entière au sein de l'unité populaire contre la crise, pour le socialisme; l'oppression spécifique des femmes, de plus en plus, elles en voient la cause profonde, le capitalisme. Il n'est pas question de dire pour autant qu'il n'y a aucun obstacle à leur entrée massive dans les luttes. Mais il faut bien voir que c'est quand elles sont mobilisées pour un objectif de lutte clair qu'elles se mobi-

lisent aussi pour balayer les obstacles, parce qu'elles les ressentent comme une entrave à leur participation. Avec elles, nous pouvons alors

Il faut faire figurer dans le projet de programme, une prise de position nette à l'égard de la lutte des peuples des pays du Tiers

Monde, la constitution et le renforcement de son unité sont un facteur nouveau très important de la lutte des classes dans le monde, la lutte des peuples des pays du Tiers Monde est la garantie que ce mouvement ira s'approfondissant. L'unité des pays du Tiers Monde s'est constituée sur la base des victoires des luttes de libération nationale, et des aspirations de plus en plus fortement exprimées par les peuples qui veulent une indépendance réelle, mettre fin aux régimes souvent imposés par l'impérialisme et soutenus par lui, qui tout en les opprimant, ont livré et livrent encore les richesses de leurs pays aux différents impérialismes. Aussi, la lutte des peuples contre leur oppression est inséparable de la lutte des pays du Tiers Monde pour la constitution et l'approfon-

dissement de leur unité contre l'impérialisme.

La guerre au Sahara et la guerre à Timor opposent deux peuples à des régimes du Tiers Monde, qui veulent s'emparer de ces territoires au nom de l'«unité». Or, ce que nous voyons est que ces guerres rapprochent encore plus ces régimes de l'impérialisme, et menacent la cohésion du Tiers Monde, notamment par la menace de guerre très pressante qui planait entre l'Algérie et le Maroc. Au rebours, les propositions politiques de F. POLISARIO, sa recherche de l'unité avec tous les peuples de la région tend à renforcer leur cohésion dans la lutte commune contre l'impérialisme. Ces deux peuples, à Timor et au Sahara se placent résolument dans le camp des non alignés que leur combat, et leur victoire ne manqueront pas de renforcer encore.

COMMENT PARTICIPER A LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2^e Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquies de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

mettre en œuvre tous les moyens pour les surmonter (garderies, réunions pour éduquer, préparer des actions...).

Monde que nous soutenons par ailleurs quotidiennement (Iran, Sahara, Timor). Si comme l'indique le projet, «le mouvement des pays du Tiers

QUELQUES REMARQUES SUR «LA GRÈCE, LA CRISE POLITIQUE EN FRANCE»

Dire qu'en Grèce, le régime des colonels est tombé est un peu rapide et mérite d'être nuancé, car :

1) La domination de l'impérialisme US -fondement du régime des colonels- est loin d'être remise en cause par la bourgeoisie au pouvoir qui est loin d'être «nationale».

2) L'appareil d'Etat fascis-

te et notamment la police et l'armée, demeure pratiquement intact. Si ce régime n'est plus celui des «colonels», il n'en demeure pas moins celui de la bourgeoisie pro-américaine.

Ceci dit, le paragraphe «la crise politique de l'impérialisme français» est remarquable même si,

au-delà de la crise, nulle part n'est notée la formidable organisation policière anti-mouvement populaire qui est en train de se mettre en place avec Poniatowski, si ce n'est sous cette forme : «La bourgeoisie renforce actuellement son appareil d'Etat et restreint les libertés démocratiques, il n'en demeure pas moins qu'elle continue à exercer sa dictature sous la forme de la démocratie bourgeoise»...

Le paragraphe «Unir la classe ouvrière, pour unir le peuple» me paraît

absolument fondamental : tout ce qui concerne les OS et les OP, augmentation du nombre des OS, déqualification des OP.

Il faut critiquer l'idée bourgeoise selon laquelle la classe ouvrière serait de moins en moins nombreuse, lutter contre l'idée bourgeoise selon laquelle la classe ouvrière serait elle-même très diverse et n'aurait pas toujours les mêmes intérêts.

Voilà quelques remarques qui tiennent beaucoup plus à la formulation, à la nécessité d'éclairer quelques points qu'au

fond lui-même, à la ligne qui me paraît parfaitement juste. Celle-ci s'est notablement enrichie et surtout elle s'est organisée, alors qu'au premier Congrès, différentes analyses justes avaient parfois du mal à s'organiser sur une ligne juste. La ligne du PCRml est ferme, assurée et l'on sent derrière elle les succès de la pratique du Parti. C'est une étape importante, pleine de promesses dans l'avenir du PCRml et dans celui de la Révolution.

Salutations communistes.

J.-M. J. Paris

C'est pourquoi je propose de rajouter un paragraphe après le passage sur le social-impérialisme dans le Tiers Monde, qui serait rédigé ainsi : «La lutte des peuples du Tiers Monde contre les régimes réactionnaires qui les oppriment (Iran...) livrent leurs richesses nationales (Tchad...), garantit et renforce la lutte des pays du Tiers Monde contre l'impérialisme. En luttant pour leurs droits et leur indépendance, les peuples de Timor-Est et Sahraoui, jettent les bases pour une unité encore plus profonde au sein du Tiers Monde fondée sur une communauté de peuples libres».

G.C Paris

POUR VOUS PROCURER LE PROJET DE PROGRAMME COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7 5 F + 2 F de port



ABONNEMENTS :

NOM
ADRESSE
PROFESSION

1 an : 300 F
6 mois 150 F
3 mois : 80 F
1 mois : 30 F

Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924-Paris Cedex 19 - CCP 23 132 48F Paris

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ACHETEZ-LE TOUS LES JOURS DANS LE MÊME KIOSQUE



Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225
75924 Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Dir. de Pub. : Y. Chevet - Imp. IPCC Paris
Distr. par les NMPP - CP : 56942

POLITIQUE

PROJET DE LOI ANTI-TABAC DÉPOSÉ A L'ASSEMBLÉE

UNE LOI HYPOCRITE ET RENTABLE

Simone Veil a déposé hier après-midi son projet de loi anti-tabac sur le bureau de l'Assemblée Nationale. Toute une série de restrictions et d'interdictions sont prévues. Interdiction de publicité radio-télévisée pour le tabac, dans les revues pour la jeunesse, dans les cinémas et par voie d'affiches, par enseignes lumineuses, par prospectus, dans les airs ou sur mer.

Il ne devra plus y avoir d'appel à des éléments irrationnels dans les annonces, c'est-à-dire plus d'allusion au bonheur, à la virilité, etc... La surface publicitaire devrait être gelée à la surface qu'elle occupait dans les années 74-75. Enfin, les interdictions de fumer dans les lieux publics seront étendues selon les décrets pris en Conseil d'Etat. Les peines prévues seraient de

magogique du pouvoir avant l'été.

Derrière les paroles humanitaires et les airs affectés de S.Veil, des calculs plus sordides se cachent. Le Comité Français d'Education pour la Santé a fait effectuer par un «spécialiste de la prévention» des études sur le coût social du tabac. D'après Michel Le Net, des campagnes d'information

réalisée représenterait la production de 400 000 personnes actives soit 2% du Produit Intérieur Brut. Sur la durée de 25 ans, poursuit le même rapport, on économiserait trois mille francs pour un franc investi!

Le prétexte officiel choisi par la bourgeoisie pour faire passer son projet de rentabilisation est de réduire le nombre de morts et de maladies dues au tabac : maladies cardiovasculaires, bronchites chroniques, cancers du poumon. Au total, 70 000 morts seraient évités chaque année. S'il est évident que le tabac est responsable de nombreux cancers, (toutes les études scientifiques le prouvent),

les investissements nécessaires pour éviter ces cancers «n'étant pas rentables». La propagande sur le tabac ne vise-t-elle pas de surcroît à renforcer l'idée selon laquelle «c'est le consommateur qui est responsable»? Les mineurs silicosés à qui les médecins des Houillères expliquent : «Vous fumez trop», ne sont pas dupes. Derrière les paroles mielleuses de Simone Veil, c'est toute l'hypocrisie de la politique sanitaire de la bourgeoisie qui se cache.

P.PUJOL



30 000 à 300 000 F d'amende avec possibilité de doublement en cas de récidive.

La campagne anti-tabac de Simone Veil sera donc la dernière opération dé-

répétées tous les 18 mois jusqu'à l'an 2000 coûteraient 50 millions en 25 ans. L'économie réalisée par an en pertes de production, soins médicaux représenteraient 140 millions. «L'économie an-

il n'en reste pas moins que c'est surtout l'économie réalisée qui intéresse la bourgeoisie. Que 50 000 cancers professionnels, non reconnus, se déclarent chaque année lui posent moins de problèmes,

Pelletier radié de l'Éducation Nationale

Robert Pelletier, un des appelés inculpés après l'appel des cents et les manifestations de soldats à Draguignan, avait été condamné à douze mois de prison, dont quatre ferme, en 1974. Cependant, depuis octobre 1975,

il avait un poste d'instituteur suppléant à Gennevilliers.

Or, il vient de recevoir une lettre de radiation de l'Éducation Nationale, «en raison de la nature de la condamnation portée sur le bulletin numéro deux du

casier judiciaire le concernant».

Cette mesure est à rapprocher d'une série d'autres visant à la «mise au pas» de l'administration. Refusons ces atteintes aux libertés démocratiques!

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les sections syndicales SNETP-CGT, SGEN-CFDT, SNEP, SNES, SNI, de la Cité Scolaire Edouard Vaillant de Gennevilliers (CES, CET, Lycée) viennent d'apprendre avec indignation la mesure d'exclusion de l'Éducation Nationale qui frappe leur collègue Robert Pelletier, instituteur suppléant de l'établissement. Elles ne sauraient admettre une telle mesure qui, un an après, prenant prétexte d'une condamnation

en Tribunal Militaire lors du procès des trois soldats de Draguignan, fait figure de basse vengeance après la déroute essuyée par la hiérarchie et le Pouvoir lors de ce procès.

Elles réaffirment leur solidarité avec Robert Pelletier, comme elles l'avaient fait lors du procès, et exigent de l'Inspecteur d'Académie la levée immédiate de cette mesure inique.

Fourcade libéralise la politique des prix

Depuis quelques années, les commerçants ne pouvaient fixer leurs prix comme ils l'entendaient : ils devaient respecter une certaine marge, un pourcentage de bénéfices, variable selon les catégories de produits.

Les commerçants se plaignaient de ce «carcan». Fourcade a décidé de le supprimer progressivement. On peut penser que les préoccupations électorales n'y sont pas étrangères.

Cette décision est prise alors qu'on sait que la hausse des prix en 1976 sera d'au moins 10%. Le gouvernement est mitrillé sur la nécessité d'une discipline des salaires, mais plus «libéral» en ce qui concerne les prix industriels et commerciaux.

PAUL TOUVIER PAIERA-T-IL UN JOUR SES CRIMES ?

Paul Touvier : pendant l'occupation, chef de la milice fasciste à Lyon : responsable de la torture, de la déportation ou de l'assassinat d'innombrables résistants, dont la mort de Jean Moulin. Paul Touvier, condamné à mort par contumace à la Libération, pour trahison, entente avec l'ennemi, et crime contre l'humanité. Paul Touvier, qui, grâcié par Pompidou, qui manifeste ainsi une nouvelle fois son «aversion pour la Résistance», pourra entrer en France et jouir d'une vie

paisible sur les lieux de ses crimes. Paul Touvier paiera-t-il un jour ses crimes ?

C'est l'objectif du pourvoi en cassation qui a été effectué pour que soit annulée la grâce pompidolienne.

Mais il semble que la Cour de Cassation fasse trainer les choses, que son dossier ne soit pas encore constitué. La Cour de Cassation ne s'est pas encore prononcée, mais a indiqué que l'arrêt serait rendu «ultérieurement».

PONIA ET LA SÉCURITÉ DES VIEUX

Le salon «l'âge et la vie», à la Porte de Versailles : c'est un salon qui s'adresse aux personnes âgées : on y trouve des stands de caisses de retraite, de maisons de retraite, de clubs du troisième âge, et aussi du ministère de l'équipement, de celui de la santé et du ministère de l'intérieur.

La plupart des personnes âgées qui sont là sont assez aisées, et cherchent des idées d'activité pour occuper leurs loisirs. D'autres, comme cette ouvrière de la bonnetterie maintenant retraitée, pour y chercher des renseignements pour vivre décemment malgré sa maigre retraite.

Ensemble, on fait le compte : le million par an de Giscard en 1977... le chiffre fait bien, mais compte tenu de la hausse des prix, ce ne sera pas grand chose de plus que les 22 francs par jour actuels.

Ce n'est pas la foule autour du stand du ministère de l'intérieur. Là, un jeune et fringant inspecteur, costume gris et cravate, le cheveu

frisottant légèrement sur les tempes, distribue aux personnes âgées qui passent par là la lettre signée de la main de «Michel Poniatowski», qui commence ainsi : «C'est le devoir de la police de vous protéger. Elle s'y applique et de nombreux voyous ont été, grâce à son action, arrêtés et déferés en justice». Après quelques conseils du genre : «Lorsque vous êtes à domicile, enfermez-vous !», elle se conclue ainsi : «Vivez tranquilles, et n'hésitez jamais à aller voir les policiers pour leur demander conseil, aide et protection». Cette lettre est appuyée par un montage-diapo montrant une vieille femme se caleurant chez elle, cachant ses économies sous le coussin d'un fauteuil... Sur le stand, sont scotchés des articles du «Parisien Libéré» qui sont autant de variations sur le thème «les deux jeunes voyous lui ont dérobé sa pension après l'avoir assommée».

Aucun procédé n'est trop bas pour Ponia!

Prenant prétexte de méfaits évidemment scanda-

leux, il attise les craintes des personnes âgées pour mieux renforcer le racisme anti-jeunes, pour les inciter à devenir, par la délation, des auxiliaires de la police.

Une dame à l'accent très «seizième» approuve vivement : elle demande un paquet de lettres pour les redistribuer dans son club. Le sémi-ininspecteur : «Vous avez raison, c'est cela qu'il faut faire», et il lui en donne un paquet de cinq cents.

Deux photographes de la Préfecture, tout aussi fringants, ont photographié longuement la scène.

Avec une blanchisseuse en retraite, nous commentons le passage : «Des individus recourant aux procédés les plus lâches et les plus insidieux, n'hésitent pas à vous agresser pour vous voler l'argent que vous avez légitimement gagné». «Justement, parlons-en» : Et elle m'explique qu'elle ne touche qu'une retraite insignifiante, car le petit patron qui l'employait ne la déclarait pas régulièrement à la Sécurité Sociale...

● NOUVELLES MENACES DE SAUNIER SEITÉ : «Les examens ne seront pas tous validés». C'est la menace que vient de formuler Saunier Seité à l'encontre des étudiants grévistes de quatre universités. Quatre universités «irréductibles», c'est-à-dire celles où la grève a été la plus longue, sont menacées de voir les validations refusées

dont celles de Nanterre et de Toulouse le Mirail. Ces nouvelles menaces visent à augmenter encore pressions et menaces pour isoler les étudiants combattifs de la masse des étudiants, en les présentant comme responsables du fait que les examens ne soient pas validés. Voilà une grossière manœuvre qui ne trompera pas grand monde.

Petit rapporteur et obligation de réserve

Au «Petit Rapporteur», un fonctionnaire des impôts, M. Blache, a révélé, entre autres choses, que les ordinateurs du ministère des finances faisaient payer des impôts à des personnes décédées depuis plusieurs années.

On ne plaisante pas dans l'administration. M. Blache est convoqué devant la commission de discipline du ministère des finances. Le motif : manquement à l'obligation de réserve. Un motif dangereusement invoqué ces temps-ci.

LUTTES OUVRIÈRES

Aux Verreries de Vitry

LES REDUCTIONS D'HORAIRE DÉCLENCHENT LA GRÈVE

Depuis le 1^{er} juin, les ouvriers sont en grève. L'an dernier, l'horaire était de 42 h 30, il est passé à 40 h sans perte de salaire. Rien n'était moins sûr, les promesses étaient verbales et le 1^{er} juin, un ouvrier décide de continuer l'horaire tant qu'il n'aura pas l'assurance écrite ; une altercation s'en suit avec la maîtrise, les ouvriers discutent et le débrayage a lieu par solidarité.

Depuis, le travail n'a pas repris. «C'est une grève sauvage», se plaint le patron. Pourtant, il a lâché, le soir même, sans perte de salaire, c'était signé. Mais cette fois, les travailleurs, partis en grève, n'ont pas voulu s'arrêter en si bon chemin, ils exigent le paiement des heures de grève ; le 13^e mois, cinquante centimes de l'heure, quatre jours de compensation par an pour les jours fériés travaillés, majoration des heures de nuit de 25 %.

Hier, 10 juin, les délégués CGT étaient traduits devant le tribunal des référés au Palais de Justice de Paris. Le patron faisait courir divers bruits : les grévistes empêcheraient les autres de travailler, ce qui est faux, de plus cette grève porterait atteinte aux hôpitaux et aux laboratoires qui manqueraient d'ampoules de verre, et, chantage ignoble, il allait jusqu'à vouloir déposer le bilan le 26 juin. Bien que la maîtrise, les ouvriers d'entretien et les employés travaillent, l'usine est paralysée. Les ouvriers de production, en majorité des immigrés, qui font des postes de 3x8 sont unanimes dans la grève et déterminés à la faire aboutir.

Le problème, c'est celui des stocks. Que faire si les camions viennent charger la production stockée. «Que veux-tu faire ?» me disait un délégué CGT, «on sera obligé de les laisser sortir si le tribunal le décide, car c'est la loi». «Si le patron sort les camions, alors il aura six mois devant lui», disait un travailleur immigré. «Maintenant qu'on est en grève, il faut aller jusqu'au bout», ajoutait un autre.

Correspondant Vitry

SCETA à Paris

LES LUTTES S'ÉTENDENT DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS

Depuis mardi, la SCETA (transports terminaux de la SNCF) est en grève illimitée en liaison avec la FTD (en grève depuis déjà 18 jours). Une délégation s'est rendue au Parc Monceau au siège de la Fédération des Transports. De retour, cette délégation nous disait :

— Pierre : Tu comprends, nous avons affaire à des patrons de choc ! La FTD est en grève depuis 18 jours et c'est seulement avant-hier qu'il leur est proposé une avance de 500 F sur la prime de fin d'année. Cela veut dire quoi ? Pendant les vacances, il y a une raréfaction du boulot. Cela veut dire débauche et pas de primes pour les copains qui ont été mis à pied.

A la deuxième réunion hier, on leur propose : «Si vous reprenez le boulot, on vous paye la première journée.» Au bout de 17 jours !

— Quotidien du Peuple : Et à la SCETA, où en êtes-vous ?

— Pierre : Hier, ils ne vou-

laient pas nous recevoir ! Aujourd'hui, tout de même, on a été reçus par François, le chef du personnel. Il ne faut pas avoir peur de les dénoncer ces petits messieurs !

— QdP : Vous étiez beaucoup ?

— Pierre : Il y avait les garages Sud-Ouest (Austerlitz) et Batignolles CGT et CFDT, accompagnés des copains de la FTD.

— QdP : Qu'avez-vous obtenu ?

— Pierre : Attends ! Il faut d'abord que je t'explique : depuis le 13 mai, un cahier de revendications est déposé. Le 24, lors de la journée

nationale des transports, ce cahier est réaffirmé par la délégation, or il apparaît que la direction n'avait même pas regardé nos revendications. Le 7 juin, la délégation a demandé une audience à Levallois à Mergand qui nous a dit «officieusement» que «M. François allait donner le cahier à M. Finnois, directeur de la SCETA, qui verrait...»

— QdP : Et la réunion d'aujourd'hui ?

— Pierre : Encore une réunion pour rien. Ils refusent catégoriquement toutes négociations sur la base de nos revendications. Simplement, ils nous promettent du matériel nouveau, mais sans dire quand, ce qui signifie que nous continuerons encore longtemps à prendre des risques avec du matériel ne répondant pas le plus souvent aux normes de sécurité.

— QdP : Qu'avez-vous décidé ?

— Pierre : Il ne faut pas oublier que les agents de la SCETA-SNCF sont à la base de la rentabilité de la société qui a enregistré pour 1975, six cents millions de bénéfices. Les travailleurs n'en ont pas beaucoup vu la couleur.

PETITE-ROSSELLE (FORBACH)

ENCORE UN MINEUR ASSASSINÉ

Jeudi après-midi au siège Wendel de Petite-Rosselle, un mineur a été tué et un autre gravement blessé.

Edmond Henry avait trente ans et était piqueur de traçage. Il travaillait à l'étage neuf cent cinquante avec un camarade M. Gehring.

C'est au cours d'une opération de raccordement de chaîne de convoyeur blindé que les deux mineurs ont été violemment heurtés par la poulie d'un treuil.

Edmond Henry, père d'un enfant, était mineur au HBL depuis 1960. Son nom vient s'ajouter à la liste déjà trop longue des ouvriers qui chaque jour, sont tués, mutilés à vie par manque de sécurité dans le travail, pour la soif de profit des capitalistes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La sécheresse

TROISIÈME ANNÉE...

Pour la troisième année consécutive, la sécheresse sévit dans l'Ouest. Cette année, ses conséquences seront beaucoup plus graves car :

- les réserves alimentaires pour les animaux sont amoindries, il n'y a pratiquement plus de stock.

- elle commence plus d'un mois plus vite que l'an dernier. De ce fait, les pâturages, les maïs et toutes les céréales ne donneront que peu de rendement.

- l'eau va manquer en beaucoup d'endroits, entraînant des maladies de toutes sortes.

- elle sévit sur une superficie beaucoup plus grande.

Cette calamité est prévisible depuis plusieurs semaines, tout le monde s'en rend compte et beaucoup s'inquiètent. Mais :

• ne voit-on pas les cours de la paille et du foin monter en flèche ou même, ce marché est bloqué chez certains négociants car ils doivent sans doute espérer une hausse encore plus forte sur ces denrées.

• les cours de la viande et des bêtes maigres ont chuté depuis 15 jours. Il faut

compter 30 centimes du kilo sur la première et 400 à 500 F sur les deuxièmes.

• certains marchands de bestiaux ont «vidé leurs herbages» en vue sans doute de les remplir avec des bêtes achetées à vil prix aux paysans qui devront vendre quelques bêtes pour nourrir les autres. *Le retour du «marché noir» ?*

De tels agissements sont inadmissibles. On les a déjà connus. Pendant la dernière guerre, la rareté des denrées avait entraîné une flambée des prix qu'on appelait «marché noir».

Spéculer et profiter de la malchance et des difficultés des uns pour s'enrichir se rapproche du gangstérisme. Sera-t-il réprimé sévèrement s'il existe ?

La réponse nous appartient pour une part, mais ceux qui gravitent autour de l'agriculture (négociants, industries agro-alimentaires, banques) et les pouvoirs publics ont une grande responsabilité.

extrait du «Paysan Nantais»
5 juin 1976
Journal de la FDSEA de Loire Atlantique

Le logement des paysans

'L'ASPECT EXTERIEUR DE L'HABITATION RESSEMBLE A UNE ECURIE'

Bien souvent, les conditions de logement des paysans fermiers et autres travailleurs de la terre ne sont pas exposées clairement devant le peuple. Alors qu'en 1976, beaucoup d'habitations sont dites modernes, celles des paysans sont souvent trop vétustes et présentent des abus d'inconfort.

Il est vrai, les loyers des habitations agricoles ne sont pas trop élevés, mais il faut voir dans quelles conditions ces travailleurs sont logés.

La plupart du temps, pas de sanitaire, une seule salle pour manger et faire la cuisine, les ouvertures sont défectueuses si bien que lorsqu'il pleut, l'eau rentre dans la maison. L'aspect extérieur de l'habitation ressemble à une écurie. Il faut bien ajouter à cela le manque d'hygiène du paysan. Pourtant ces derniers réclament des améliorations mais à quelles conditions pouvons-nous apporter des améliorations ?

Tant que les moyens de

production ne sont pas au service du peuple, la sécurité du travail ne peut pas s'exercer et en même temps celle de l'habitation. J'accuse principalement les propriétaires.

Ce sont souvent des messieurs «dés», anciens nobles «ruinés» de la région, propriétaires de sept à huit fermes.

Ils ne veulent pas faire de frais : l'habitation ne leur rapporte pas assez.

Ils refusent toute amélioration, il ne faut pas changer le style de l'habitation et puis aussi ils ont ce comportement de supériorité qui existe depuis longtemps.

L'accession à la propriété des couches populaires est difficile pour l'agriculture. En cas d'achat de toute la propriété, terre et bâtiments, l'agriculteur crée la faim toute sa vie pour rembourser les emprunts, il travaille uniquement pour sa propriété, ne dépense rien, se serre la ceinture et n'arrive à rien. Pour moi, ce n'est pas une solution car on ne travaille pas uniquement

pour quelque chose qui ne nous servira pas.

Ce qu'on achète, c'est la sécurité du logement, du travail, croyez-moi, à ce prix-là, c'est «dégueulasse». Le capitalisme nous exploite et nous fait sombrer dans la misère. Attention, c'est un piège !

Il y a une autre solution : le fermier fait bâtir avec l'accord de son propriétaire, là aussi, la sécurité, où est-elle ? Si le propriétaire décide de vendre les terres louées, le fermier n'a plus qu'à déménager ; son lieu d'habitation ne correspond plus.

Nous ne pouvons que constater que le capitalisme nous tend un piège en faisant accéder par force les petits exploitants à l'individualisme à la propriété et à ces gens-là, il sera difficile de leur faire comprendre que la propriété est à tout le monde en particulier à ceux qui ont en besoin.

TÉMOIGNAGE D'UN OUVRIER DU BATIMENT

Il travaille dans un petit

atelier du département des Deux-Sèvres, en tout une trentaine d'ouvriers. Il ne gagne pas 2 000 F par mois. Au début de l'année ils ont réclamé 20% d'augmentation. Les patrons augmentent par petits coups, mais les 20% ne seront pas atteints. Il m'a parlé aussi de la construction de la maison neuve, type préfabriquée.

La sécurité contre le feu notamment est nulle. Il n'y a qu'à voir la façon dont ces maisons sont faites ; murs de 10 cm d'épaisseur avec polystyrène comme isolant thermique, cloisons à l'intérieur en bois. Croyez-moi, quand ça brûle, c'est comme de la «paille».

«Pournous, agriculteurs, ce sont des cages à lapins» c'est à dire, pas de sécurité. Ces maisons sont faites pour la vie d'un homme et puis, ont les détruit pour en refaire d'autres. C'est ça la société de consommation capitaliste !

Un lecteur des Deux-Sèvres

LUTTES OUVRIÈRES

Aux Câbles de Lyon, comme partout

CONTRE LA RÉPRESSION SOYONS À L'OFFENSIVE

ENTRETIEN AVEC UN RESPONSABLE DE LA SECTION CGT DES CÂBLES

QdP : Comment ce rassemblement des «licenciés de Durafour» a-t-il été préparé ? Comment les gars s'en emparent-ils ? Quel débat de masse autour de cette mobilisation ? Qu'en attendez-vous ?

Le débat de masse, il a été sur la question de faire ou non des grèves dans l'usine. C'est de cela qu'il a été principalement question dans les discussions avec les gars. Ils disent : «On n'y arrivera pas avec ce patron-là». Pour eux, les choses se présentent comme ça. On n'y arrivera pas si on fait des grèves comme ça. Le patron va nous laisser crever là-dedans. Donc, il faut chercher avec l'extérieur.

AUTOUR DE NOTRE LUTTE, UN DÉBUT D'UNITÉ DU PEUPLE

C'est pour cela qu'il y a eu la manifestation avec les étudiants de Nanterre. Cela a fait plaisir aux gars même si à d'autres, cela n'a pas fait du tout plaisir. Au contraire, cela a amené des problèmes énormes. La section syndicale a été très critiquée par les échelons supérieurs, UL, UD, etc... Alors que c'était estimé positif par l'ensemble des travailleurs, sauf évidemment ceux qui sont directement liés au PCF, et encore pas tous ! Mais cette manifestation, pour nous, c'est quelque chose d'important bien que notre débrayage n'était pas assez réussi... Montrer le lien avec l'extérieur, en plus sur des bases justes. C'était des cadres serviles vis à vis du capital qui avaient porté plainte contre nous, cela leur a fait mal d'entendre les étudiants crier «Ni cadres, ni chômeurs au service du capital !»

POUR LA PREMIÈRE FOIS, LE LIEN AVEC LES AUTRES USINES DES «CÂBLES»...

L'idée, au départ, c'est : «On ne peut pas s'enfermer dans la boîte». Ensuite, il y a eu le gala. Cela nous semblait plus positif que de faire grève. C'était réussi, il y avait de 800 à 1 000 personnes. Jamais la Maison du Peuple de Clichy n'avait été remplie, sauf pour les «arbres de Noël», et encore, quand il y a plusieurs usines ! Combien de gars des Câbles sont venus ? C'est difficile à dire avec précision. Et, en plus, c'était le lien avec les autres usines, c'est la première fois. De Clichy D., il y avait quelques camarades, mais des Câbles de Bezons, le Comité d'Entreprise avait approuvé un car pour venir au gala. Et ça a fait une publicité formidable dans l'usine de Bezons après : le patron a dit que les fonds du CE avaient été détournés pour des manifestations qui n'étaient pas artistiques !!! Et, en plus, cela a fait l'unité CGT-CFDT, ce qui est bien ! Ce gala a laissé partout un très bon souvenir.

Et puis, il y a ce meeting. C'est parti d'un raisonnement de quelques camarades sur la base de cette réaction des gars : «On ne veut pas continuer les grèves». Mais il y a un problème pour Durafour : on va peut-être être obligés de faire une grève contre lui, pour qu'il cède.

PRÉSERVER TOUTE NOTRE CAPACITÉ DE RIPOSTE

Si on fait ça maintenant, tant qu'on n'a pas bien fait connaître Durafour, tant qu'on ne montre pas quel est l'enjeu, cela va être difficile de lancer un mouvement, parce notre tactique n'est pas de lancer des mouvements comme ça... On ne cultive pas la grève parce que, justement, on va avoir le plus de problèmes, surtout des problèmes d'emploi parce qu'on a 336 suppressions de

postes, et c'est au mois de septembre-octobre. Capacité de riposte, ça veut dire : garder les camarades qui sont licenciés et garder toute force des gars, qu'ils ne soient pas épuisés... Et puis, il faut aussi le dire, il y a une certaine unité à refaire chez les camarades, parce qu'il y a un certain nombre de problèmes qui se sont accumulés. Ce n'est pas grave, ça fait partie de la vie, mais il faut régler ces problèmes avant de repartir dans les grèves qui recréent une division entre grévistes et non grévistes.

«ON N'EST PAS TOUT SEULS AUX «CÂBLES» À SUBIR CETTE RÉPRESSION»

On aurait pu faire un gala, on a fait un meeting. Parce qu'on voulait donner un caractère d'explication plus important. Donc, ça sera un peu plus fatiguant pour les camarades, ça demandera plus d'attention, donc on le fait plus court. Mais en faisant aussi une intervention en arabe, une autre en portugais.

L'importance de l'enjeu, c'est le truc national : Durafour. Et montrer cette idée : «Mais on n'est pas tout seuls aux Câbles à subir cette répression». C'est une idée toute simple : on va les rassembler ces licenciés de Durafour, c'est quand on est tous ensemble que l'on se rend mieux compte. Et puis avec les témoignages, les camarades verront que ce n'est pas particulier aux Câbles de Lyon. Cela nous permet éventuellement la réalisation d'une autre initiative, tout cela dépend de la réussite de ce meeting.

Mais on aura certaines difficultés pour faire ce meeting parce que, bien qu'on l'ait prévu à l'avance, on a un nouveau problème sur l'entreprise. Nouveau problème auquel on ne s'attendait pas et qu'on va essayer de résoudre cette semaine. Mais c'est un problème qui vient recréer toute une division qui va toucher toute l'usine, car il s'agit d'une prime de vacances du comité d'établissement. La question est de savoir si elle sera donnée sous forme de bons d'achat ou sous forme d'argent directement... Problème de fiscalité, problème de risques éventuels au niveau de la justice... On a fait le tour de la question et, à partir de mardi, la position devra être claire. Ce qui est ennuyeux, c'est que c'est un débat qui tombe au moment de la préparation du meeting. Ce n'est certainement pas par hasard non plus, si on y regarde de près...

L'objectif, c'est le caractère ouvrier du meeting, autant c'est bien qu'il y ait des étudiants et des progressistes qui viennent, mais on va faire en sorte que ça ait un caractère nettement ouvrier. Et il y a le caractère «conférence de presse» puisqu'on veut absolument que les journalistes en parlent. On ne se fait pas tellement d'illusions... On sait qu'au niveau des rédactions, ça ne passe pas. Mais si on arrive à débloquent, ça prouvera tout de même qu'on aura imposé un certain rapport de force.

«ON VA PASSER À UNE AUTRE PHASE DE LA LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION

En même temps, on va passer à une autre phase dans la lutte contre la répression. C'est-à-dire qu'on ne va pas s'en tenir à Durafour. On va lier à cette explication le fait que les lois qui ont été arrachées par les travailleurs présentent certains avantages mais que les patrons

se sont toujours réservés le côté arbitraire qui peut les démolir. Plus que cela encore : la démocratie dans laquelle nous vivons, qui présente certains intérêts qu'il faut conserver parce que la lutte y est plus facile à développer, nous réserve quand même sa dictature. Par exemple, sur notre usine, il y a le problème de l'affectation de défense puisqu'on fait certains produits pour l'armée. C'est un quadrillage de toute l'usine et il est prévu tout un système de répression sous couvert de défense nationale. Mais tout cela est fait sous le secret : on le cache au peuple. Il y a des fichages de militants, il y a des enquêtes qui sont faites sur les délégués par des organismes spécialisés ; sur notre usine, on a des preuves. (voir encart).

**ARRÊTONS CETTE RÉPRESSION !
ARRÊTONS CET ARBITRAIRE !**

Et tout ça dans le but de dire : arrêtons cette répression ! Arrêtons cet arbitraire, déjà au niveau de Durafour ! Parce que si on n'est pas capables d'arrêter cela aujourd'hui, la bourgeoisie qui déjà

réprime quand elle a vu une petite montée des luttes, fera plus à l'avenir... Qu'est-ce que c'est nos luttes tout de même ? On n'a pas pris des fusils ! On a réclamé quoi ? Des augmentations de 300F ? Cela n'avait rien de révolutionnaire sur le plan des objectifs... Que cela ait un aspect, un contenu révolutionnaire par tout ce que cela soulève, d'accord, mais du point de vue des objectifs, cela n'avait rien de révolutionnaire. Si on ne prend pas en mains cette dénonciation, ce n'est pas la peine de dire qu'on lutte pour la défense des libertés démocratiques. Ce qui compte maintenant, c'est d'obtenir des victoires là-dessus !

En même temps, on souhaite qu'il y ait des délégués CGT et CFDT, parce qu'il y a un élan unitaire sur le plan national mais là, on doit faire attention à ce qu'il se réalise sur des bases justes. Il faut faire l'unité entre tous ceux qui sont touchés par la répression pour obtenir des victoires immédiates !

(propos recueillis par
Julien LEBLOND le 4 juin 1976)

La répression qui peut sortir de l'ombre

C'est cette répression qu'il faut aussi, aujourd'hui, commencer à dénoncer. Nous ne soulèverons ici qu'un aspect de cette répression. Le fait que nous réalisons certains produits destinés à l'armée, permet de mettre au point tout un quadrillage policier de l'usine. Renseignements généraux et gradés de l'armée sont donc directement liés à la direction de l'usine.

Leurs réunions communes ont-elles pour but d'assurer le secret sur certaines fabrications ? Peut-être. Mais pour cela, certains messieurs de cette entreprise font faire des enquêtes sur le personnel et sur les délégués par un organisme spécialisé comme le «Poste de Sécurité Industrielle» d'Issy-les-Moulineaux.

Ainsi, se permettent-ils de venir fouiller dans la vie privée, à notre insu et de constituer des fichiers bien utiles, à d'autres fins que le seul secret militaire. Car ces réunions avec les gradés de l'armée, car ces enquêtes du PSI d'Issy les Moulineaux ont pour but, aussi, d'examiner le climat social de l'entreprise, les tracts distribués, etc... comme en témoignent des rapports de ces réunions que l'on nous a fait parvenir. Cela permet à ces messieurs de faire un coup de filet le jour où ils l'estiment nécessaire. Notre direction, dans sa maladresse, vend assez bien la mèche. Elle montre comment l'alibi de la défense nationale peut lui servir pour réprimer : voyez cette lettre envoyée à une de nos camarades qui avait un appareil photo le jour d'un débrayage dans la cour de l'usine :

matinée, vous avez été vue par plusieurs témoins en train de prendre différentes photos dans l'enceinte de l'établissement de Clichy A. (...)

Enfin, circonstance aggravante, il s'agit d'un établissement classé en affectation de défense parce que travaillant pour la Défense Nationale. Aussi, nous vous demandons de nous faire parvenir d'urgence la pellicule utilisée dans l'appareil photo qui vous a servi à prendre des vues, ce mardi 6 avril. Faute de quoi, nous serons amenés à donner à cette affaire les suites qu'elle comporte. En attendant, nous vous informons que la présente lettre est versée à votre dossier à titre d'avertissement...»

Si à propos de faits aussi

mineurs la direction commence à se servir de l'alibi «Défense Nationale», que se passera-t-il quand la situation sera plus grave ?

A quoi serviront toutes les enquêtes faites, à quoi servira tout le quadrillage de l'usine par ceux que l'on appelle les «agents de sécurité», de sécurité militaire bien sûr ?

La réponse est claire : à réprimer les travailleurs, à essayer d'anéantir leur capacité de riposte aux atteintes en matière de droits syndicaux et plus généralement, aux libertés démocratiques.

(Extrait du «Bulletin unitaire des Travailleurs des Câbles de Lyon - Clichy A», n° 7 - mai 1976)

Appel du Comité de Soutien aux 23 de Bourgogne-Electronique

Le Comité de Soutien aux 23 licenciés de Bourgogne-Electronique s'associe à la préparation de ce meeting auquel des ouvrières de Bourgogne-Electronique ont déjà annoncé leur intention de participer. Au moment où, pour tenter de s'opposer à la volonté des travailleurs de lui faire payer la crise, la bourgeoisie multiplie les atteintes aux libertés syndicales, visant particulièrement des syndicalistes qui se sont portés à la tête des luttes résolues contre les conséquences de la crise, la lutte pour la défense et l'extension de nos droits revêt une grande importance.

Le rassemblement du 12 juin peut être l'occasion pour les nombreux travailleurs qui aspirent à une riposte d'ensemble organisée contre la politique répressive du pouvoir, de se rencontrer, de coordonner leurs efforts, d'envisager les moyens pour que la riposte des travailleurs avec leurs organisations syndicales soit à la hauteur des atteintes dont ils sont victimes.

C'est pourquoi nous appelons les travailleurs syndiqués ou non syndiqués, les sections syndicales CGT ou CFDT, particulièrement ceux des entreprises qui ont eu ou ont affaire à la répression, ainsi que les organisations syndicales (UL, UD, ...) à s'associer à l'initiative.

Mademoiselle,
Le 6 avril 1976, dans la

POLITIQUE

LA CORSE EN COLERE (11)

Par Eric BREHAT

«Après Aléria, ça a été le vide politique, il n'existait pas de force vraiment à la hauteur de la prise de conscience que cela avait suscité». Cette réflexion d'un ancien militant de l'ARC résume l'opinion de nombreux militants ou sympathisants du courant autonomiste. Les mouvements séparatistes clandestins (Front Paysan Corse de Libération et Ghjustizia Paolina) ne se manifestent plus, ayant décidé une «trêve». Les Comités anti-répression nés immédiatement après la dissolution de l'ARC organisent les anciens militants de l'ARC et de très nombreux jeunes poussés à la lutte par la répression, mais ne donnent pas de cadre politique à cette révolte. La création de l'Association

des Patriotes Corses, le 1^{er} février, dans le but de «reprénder l'héritage de l'ARC» ne remplit pas ce vide. Les mouvements dont nous allons parler aujourd'hui, la Consulta di Studenti Corsi (CSC) et l'Unione di Liceani Corsi, à l'inverse, qui s'étaient largement mobilisés pour l'université de Corte, ont déployé dans la dernière période une activité importante.

Pour les militants de ces organisations, la voie de la radicalisation, de la démarcation par rapport aux notables de l'APC passe à la fois par l'affirmation du fait national corse, et par un soutien accru aux luttes populaires. C'est ainsi que l'Union des Lycéens Corses a soutenu la grève des ouvriers de Job Bastos.

LA CONSULTA DI STUDIENTI CORSI

«Il y a quelques années, l'administration de l'Université de Nice se servait des étudiants corses (très nombreux à Nice, et formant un groupe différent des autres étudiants) pour «maintenir l'ordre dans la faculté». Elle se servait de tout le passé de serviteurs de la bourgeoisie française des intellectuels corses, que ce soit dans les colonies ou dans l'administration, et en même temps de la solidarité qui existe dans toute communauté corse en exil. Maintenant, cette période est bien finie. En participant à l'université d'été, en menant la lutte à l'université même (sur la question du logement, sur les tarifs de transport), les étudiants corses ont pris conscience de ce qui est le véritable ennemi de leur peuple : la bourgeoisie colonialiste française. C'est pourquoi aujourd'hui, beaucoup de militants, parmi les plus

actifs, ont été très déçus par les positions de l'APC, qui sont même en retrait sur ce qui se disait au Congrès de Corte. L'autonomie qu'elle demande ne nous intéresse pas, puis- qu'elle laisse le pouvoir colonialiste faire ce qu'il veut. Nous n'irons pas nous faire tuer pour cette autonomie-là !» C'est un responsable de la CSC qui parle. Il est clair que pour nombre de ces militants,

la seule voie ouverte est celle de la revendication indépendantiste, mais à la discussion, on voit que c'est pour eux la traduction la plus radicale du sentiment national qu'ils éprouvent, plus que le fruit d'une analyse politique, fondée sur la situation des classes en Corse.

Voici le texte d'un éditorial récent de «U Ribombu», le journal de la CSC :

On a délibérément écarté la possibilité de compromis autonomiste et fermé la voie de la revendication légale. Que nous reste-t-il pour aboutir ? La lutte de Libération Nationale ! Mais que faut-il entendre par là ? Il n'appartient à personne de radicaliser la lutte au niveau de la seule expression si la radicalisation n'apparaît pas dans la volonté du peuple d'aboutir.

Après le travail de sensibilisation du Peuple Corse aux thèses autonomistes menées

à bien grâce au sacrifice consenti par les patriotes de l'ARC, il nous appartient de démontrer que l'impasse actuelle ne nous est pas imputable, mais qu'elle provient bien au contraire de la volonté délibérée de l'Etat français de nous acculer. Il nous faut convaincre le Peuple Corse que la seule alternative est la liberté ou la mort. Le mouvement est en marche, personne ne pourra l'arrêter, son succès ne dépend que de notre détermination et de notre réalisme.

«Le mouvement a commencé dans la jeunesse scolarisée corse dans les années 70. Des lycéens avaient été exclus pour leurs idées autonomistes, des lycées avaient été occupés. Nous avons été en contact étroit avec les étudiants corses. Avant Aléria, notre action a surtout été concentrée sur la question de l'université corse, une des grandes revendications de la jeunesse corse. Mais cela manquait un peu de maturité. Depuis Aléria, c'est différent : des journaux

lycéens sont sortis, l'ULC a animé des mouvements de masse, comme au collège agricole de Montessoru. En soutenant la grève de Bastos, nous avons accru notre audience. Et tout récemment, pour l'ouverture du procès de Siméoni, c'est nous et la CSC qui avons fait le principal travail de mobilisation pour la journée Isola Morta» explique un responsable de l'Union.

Nous citons ici un extrait d'un éditorial de «U Mughiu», journal de l'ULC.

- respect de l'identité corse, de son histoire nationale, sa langue
- droit au travail dans une Corse sans privilégiés et exploités, la corsisation et la fin de l'exil
- droit à la culture et à la formation permanente pour tous que seule pourra apporter l'Université Populaire à Corti
- droit à la liberté d'opinion et à la libre information
- droit de maîtriser et de définir son avenir politique et son développement économique sous le contrôle direct et immédiat de la volonté



Manifestation de lycéens à Bastia.

expliquant les raisons de son rattachement au mouvement autonomiste.

populaire démocratique exprimée.

Les Lycéens Corses croient que la lutte politique lucide et déterminée peut amener l'Etat à donner au Peuple Corse les moyens de maîtriser son destin. Ils affirment que leur action n'est pas une menace pour l'unité française car la libération d'un peuple n'est jamais une menace ou un danger mais un acte de justice.

Notre droit à la liberté est inaliénable et ceux qui voudraient nous en priver porteraient la responsabilité de la violence.

MARCHAIS AU MEETING DE LYON

LA MAIN TENDUE VERS LE GOUPILLON

Le P«C»F fait apparemment foin de tout sectarisme, du moins envers les religions car envers les révolutionnaires, il n'en va pas de même. La tribune était dominée, non cette fois-ci par un point vert, mais par une banderole représentant une clé ouvrant un soleil. St-Pierre n'aurait pas mieux fait. Marchais aura-t-il convaincu les chrétiens de voter pour lui, les travailleurs chrétiens ont commencé à se poser des

questions. Un chrétien militant CFDT disait : «Je ne comprends pas pourquoi Marchais s'adresse ainsi aux chrétiens dans leur ensemble, quand on lutte, ce n'est pas en tant que chrétien mais en tant que travailleurs».

Les milieux catholiques intégristes et fascistes de Lyon étaient en effervescence depuis une semaine, on a assisté à une bataille d'affiches serrée entre le

P«C»F et le PFN, chacun assurant de défendre au mieux les intérêts de l'église et des chrétiens. Jeudi, après une messe à Fourvière à l'intention des «chrétiens persécutés en pays communistes», tout ce que l'église peut contenir de plus réactionnaire s'était donné rendez-vous à la mairie du 6^e pour un contre-meeting, ce joli mon-

de écoute attentivement les vociférations anti-communistes de Pierre Debré «patron des silencieux de l'église». Les jeunes fascistes étaient de la fête, puisqu'une partie d'entre eux s'occupait du service d'ordre alors que le reste se retrouvait au meeting de Marchais pour entonner un cantique et déplier des banderoles, vite remballées.

ON FAIT DES SOURIRES AU CLERGÉ MAIS LES TRAVAILLEURS EN LUTTE NE PEUVENT PAS S'EXPRIMER

Est-ce parce qu'un travailleur immigré arabe évoque pour le service d'ordre du P«C»F la religion musulmane que les ouvriers agricoles tunisiens de Caluire-Légumes en grève, qui étaient venus à cette occasion diffuser un tract pour faire connaître largement leur grève se sont vus repoussés ?

Alors que Marchais venait de déclarer «Nous sommes les défenseurs des exploités», les gens du P«C»F les ont priés de rebrousser chemin avec menaces à l'appui.

MARCHAIS-LA PUCELLE : L'UNION SACRÉE

«Jeanne la paysanne croyait au ciel, mais elle est pour tous les Français, celle qui proclama l'attachement populaire à ce qui se formait et qui allait devenir la nation». «Il n'est pas possible aux communistes que nous sommes d'évoquer sans émotion les siècles qui ont vu s'élever vers le ciel les flèches de nos magnifiques cathédrales, ces plus purs joyaux de l'art populaire». «La violence, ce n'est pas de nous qu'elle viendra, jamais.» «Le bulletin d'adhésion comporte bien une rubrique «profession», mais il ne comporte pas de rubrique «confession», «Paix sur la terre» !.....

UN «SUCCÈS» POLICIER BIEN SUSPECT

On annonce l'arrestation des responsables de plusieurs attentats qui ont été commis ces dernières semaines à Paris, au moyen de bouteilles de gaz.

Le «succès» pour Ponia-towski sur ce qu'il appelle «les groupes terroristes» n'est-il pas un peu suspect ? Curieusement, parmi les gens arrêtés, et présentés comme responsable du groupe des terroristes, il y aurait Evelyne Barge, condamnée en Israël en 1971, pour actions terroristes. Celle-ci avait, devant les autorités sionistes, rejeté tout soutien à la cause palestinienne et dans une déclara-

tion rendue publique, fait l'éloge du «peuple d'Israël». Nul doute qu'Evelyne Barge, depuis son retour en France, était bien placée dans la liste des gens à filer et faciles à saisir. Besogne facile pour hausser l'image de marque d'une police «faisant la preuve de son efficacité».

Autre intérêt pour le pouvoir : établir par la confusion, l'amalgame, un lien entre «l'insécurité» des Français et la Révolution Palestinienne, pour discréditer celle-ci au moment où elle subit les assauts de la réaction internationale. Et au-delà, une fois de plus, discréditer tout ce qui est révolutionnaire.

LE PROCÈS D'ALÉRIA

Un élément nouveau a été apporté hier au procès d'Edmond Siméoni et de ses compagnons, tendant à confirmer la présence, dans les vignes aux alentours de la cave Depelle de tireurs «non identifiés». C'est un hôtelier, président du syndicat des hôteliers corses, présent à Aléria le 22 août, avec la délégation de socio-professionnels qui devait ten-

ter une dernière médiation: M. Leca, alors qu'un premier cordon de CRS lui empêchait l'accès à la cave, a vu les occupants d'une voiture, stationnée à quelques mètres du cordon, partir dans les vignes. L'un des occupants, vêtu d'un blouson de parachutiste, était armé d'une carabine Winchester, et visiblement, sa présence ne gênait pas les CRS...

Liban :

BOMBARDEMENTS SAUVAGES, ENTRÉE DE NOUVELLES TROUPES LA 2^e VAGUE DE L'ATTAQUE SYRIENNE

Les combats ont repris avec une intensité sans précédent au Liban entre les forces palestiniennes et patriotes libanaises d'une part, et les troupes syriennes de l'autre. Ces dernières, renforcées par des débarquements à l'aéroport de Beyrouth, ont recommencé le pilonnage intensif des camps palestiniens de la capitale. Dans le sud, la ville de Saïda est également bombardée : une colonne de tanks syriens, qui y était entrée, avait été entièrement détruite ou capturée avant le cessez-le-feu éphémère de mercredi. Les troupes syriennes tentent également d'avancer dans le secteur de la montagne qui surplombe Beyrouth, et dans la plaine de la Bekaa.

Dans la Bekaa sud, une unité syrienne a encerclé la caserne de Rachaya El Wadi, contrôlée par l'Armée du Liban Arabe, et a exigé sa reddition, sous la menace d'envahir la ville et de bombarder la caserne, ouvrant le feu aussitôt. L'Armée du Liban Arabe a répliqué, et la bataille se poursuivait dans la journée d'hier. Le lieutenant Ahmed Al Khatib, commandant en chef de l'Armée du Liban Arabe, a rendu visite aux soldats sur le front militaire face aux forces adverses syriennes, accompagné par le commandant en chef du Liban sud, Butari. Il a salué la résistance des soldats et leur détermination sur la voie de leur révolution. Il les a invités à continuer à repousser l'invasion syrienne, et à renforcer, avec fidélité à leurs principes, leur défense des intérêts du peuple libanais.

Non contents de bombarder systématiquement les quartiers populaires et les camps, mal protégés,

où ils font des centaines de morts et de blessés, les militaires syriens ont organisé le blocus complet des quartiers ouest de la ville, tenus par les patriotes libanais et palestiniens : ils empêchent, non seulement toute entrée de vivres, mais également de carburants : les générateurs qui alimentent la ville en électricité sont ainsi menacés d'interruption, ce qui aggraverait encore considérablement la situation de la population.

LIBYE - Le colonel Kadhafi, chef de l'Etat, a dénoncé vigoureusement l'intervention syrienne au Liban, la qualifiant de «crime de haute trahison à l'égard de la nation arabe». Il a appelé les forces palestiniennes et patriotes libanaises à poursuivre leur combat. Il a appelé également «tous les Arabes, ainsi que les soldats syriens, à réagir et à se révolter contre la tentative de liquidation de la Résistance Palestinienne».

ne, les forces symboliques libyennes, algériennes, saoudiennes et soudanaises ne sont toujours pas parvenues dans le pays. La question de savoir si elles doivent mettre fin à l'intervention syrienne ou les menacent d'intervenir au cas où la force inter-arabe se trouverait engagée au Liban, ou encore en cas de victoire des forces patriotes. Cette pression fait bien mesurer l'enjeu réel de



Entraînement de combattants palestiniens

Radio Beyrouth indiquait hier après-midi : «La Syrie ne paraît disposée, ni à rappeler ses troupes, ni à freiner les vols et les crimes commis par les forces qui sont sous son commandement, ni à lever le blocus de Beyrouth. Elle ne tolérera la présence des troupes arabes qu'à titre symbolique, et dans la mesure où elles seront des témoins passifs de ses actes».

Sur le plan inter-arabe, tandis que les dirigeants de la droite libanaise prennent les mêmes positions que Frangié, qui refuse la force inter-arabe de sécurité, pour conserver l'intervention syrien-

au contraire lui servir de paravent n'est en effet toujours pas clairement résolue.

Cependant, Israël s'agite. Après les bombardements d'avant-hier contre le sud-Liban, les autorités gouvernementa-

l'intervention syrienne : tout ce qui va dans le sens de son échec, du maintien et de l'indépendance de la Résistance Palestinienne, est considéré par les sionistes comme un renforcement des forces patriotes arabes qui leur sont hostiles.

BEYROUTH - Les dirigeants réactionnaires de confession maronite réunis hier, se sont prononcés contre l'intervention de la force symbolique inter-arabe. Ils ont menacé, dans le cas où elle se produirait, de faire appel à une intervention internationale. Il apparaît ainsi clairement que la réaction libanaise est opposée à toute mesure qui pourrait mettre un terme aux opérations syriennes. Des manœuvres se préparent encore, en cas d'échec de celles-ci pour faire intervenir les troupes françaises. La vigilance s'impose.

«NOUS DÉFENDONS NOTRE PEUPLE ET NOTRE RÉVOLUTION» suite de la une

— Ses intentions ont été précisées, alors qu'il bombardait les camps, lors de la visite à Damas de hauts responsables du régime jordanien : la mise sur pied d'une «solution globale» au Proche Orient. Deux jours après, le président américain Ford, avant d'être informé de l'échec de la première vague d'invasion syrienne, a parlé à son tour, et pour la première fois, d'un règlement global. Notre président Yasser Arafat, lors de son séjour à Alger a dénoncé clairement la conférence de Genève comme une entreprise capitulationniste en préparation, et qui vise à imposer comme solution la fameuse résolution 242.

— L'intervention actuelle au Liban est un plan américano-sioniste en vue d'un règlement global, qui vise en premier lieu la Révolution Palestinienne et les aspirations du peuple palestinien, ainsi que tout le mouvement de libération nationale arabe. Pour la première fois, ce plan n'est pas exécuté par la main d'un régime à la solde de l'impérialisme, comme celui de Hussein, mais par le régime syrien.

Q. : De quelle façon ce plan entre-t-il en exécution ?

R. : Les moyens se résument à faire pression sur les forces palestiniennes et patriotes libanaises en causant des pertes énormes du côté des civils, en vue de les faire capituler ou accepter les conditions syriennes. Cette méthode est allée jusqu'au bombardement des camps qui regroupent les survivants des massacres perpétrés à la Quarantaine et ailleurs par les forces isolationnistes, avec des fusées Grad de 76 kilos.

Q. : Quelle est, dans cette situation, l'attitude de la Résistance ?

R. : La Révolution Pales-

tinienne a essayé par tous les moyens d'éviter cette situation d'affrontement. Mais, face à ce plan de liquidation, nous défendons avec fermeté notre peuple et notre révolution. Les masses libanaises se sont unies dans une atmosphère de mobilisation extraordinaire, malgré les pertes humaines. Les troupes d'envahisseurs ont subi lors de leur première vague, un échec cuisant, notamment à Saïda et dans la montagne (à Sofar et Bhamdoun) : elles ont perdu le tiers de leur effectif blindé dans cette première attaque. Il est apparu clairement, au niveau arabe et international, que la Révolution Palestinienne est un facteur déterminant au Proche Orient.

— Actuellement, le régime syrien organise une deuxième vague d'attaque, avec des bombardements atroces, et le blocus du ravitaillement et du carburant, contrairement aux décisions des ministres des affaires étrangères arabes. Ceux-ci ont en effet décidé le retrait des troupes syriennes du territoire libanais et un cessez-le-feu, ainsi que le contrôle de son application par une force symbolique inter-arabe.

Q. : Les menaces d'intervention étrangère, particulièrement française, ne semblent pas écartées. Quelle est sur ce point la position de la Résistance ?

R. : Nous sommes entièrement contre toute intervention étrangère au Liban. La solution au Liban ne peut être que libanaise, et garantir la souveraineté, l'unité territoriale et l'indépendance du pays.

Q. : Des menaces sont aussi proférées du côté d'Israël. Comment faut-il les interpréter ?

R. : Les sionistes ont vu d'un bon œil cette tentative de liquidation de la Résistance Palestinienne. Ben Nathan, conseiller du ministre de la défense, ainsi que le premier ministre Rabin, n'ont pas manqué de montrer leur satisfaction. Maintenant que le Pentagone et les sionistes commencent à constater l'échec syrien, ils profèrent des menaces, pour le cas où l'entreprise de liquidation de la Résistance ne parviendrait pas à triompher.

— Nous sommes forts de l'appui et de la détermination des masses arabes, de toutes les forces patriotes et progressistes. L'exemple du Liban est une bonne démonstration de cette unité. Nous ne permettrons pas à qui que ce soit de faire un nouveau septembre noir contre la Résistance Palestinienne.

MANIFESTONS MARDI 15 JUIN à 18 H 30 AU M^e OBERKAMPF

A l'appel du Collectif Palestine, de l'AMFP, du PCRml, de la GOP, de l'OCR, de la LCR, du PSU, de l'OCA.

- CONTRE L'INTERVENTION SYRIENNE AU LIBAN
- CONTRE TOUTE INTERVENTION ÉTRANGÈRE AU LIBAN
- CONTRE LES TENTATIVES IMPÉRIALISTES D'IMPOSER DES «SOLUTIONS AU «PEUPLE» PALESTINIEN
- POUR SOUTENIR LES FORCES PATRIOTIQUES LIBANAISES
- POUR UNE PALESTINE INDÉPENDANTE, LAIQUE ET DÉMOCRATIQUE

● ZIMBABWE : Pour la première fois les unités de guérilleros ont attaqué l'aéroport de Bumi à la frontière de la Zambie. C'est la première attaque depuis l'annonce que la Zambie autorisait les patriotes de Zimbabwe à opérer à partir de son territoire.

● PORTUGAL : Le premier sondage sur les présidentielles donne 33 % des voix à Eanes, soutenu par PS, CDS et PPD, 14 % à Azevedo, soutenu par aucun parti, 11 % à Otelo de Carvalho et 3 % à Pato, le candidat du PCP. 27 % ne se sont pas prononcés, 10 % refusent de se prononcer.

● PANAMA : Lors d'une conférence de presse, donnée à Santiago, où se tient la conférence de l'OEA, le ministre des affaires étrangères a déclaré que son pays demandait à recouvrer sa souveraineté sur la zone du canal panaméen. Le ministre a fait appel aux autres pays latino-américains, pour qu'ils soutiennent cette revendication.

● USA : Les ralliements à Carter se multiplient au sein du parti démocrate. Après Wallace, qui a appelé à voter pour Carter, ce sont Udall et Church qui affirment qu'il faut maintenir l'unité du parti.

● ALLEMAGNE DE L'OUEST
Le ministre de l'Intérieur, social-démocrate, dépasse les bornes du cynisme : il vient de justifier la pratique des interdictions professionnelles par l'expérience historique de l'Allemagne, la république de Weimar, rongée par l'infiltration nazie. Mais où les anciens nazis sont-ils combattus en RFA, quand ils occupent des postes et appliquent eux-mêmes les décisions de 1972 interdisant l'accès à la fonction publique des progressistes. Pour faire bonne mesure, il a déclaré que cette décision était un pas vers la libéralisation !

INTERNATIONAL

Après l'opération de Nouakchott

MENACES DE HASSAN II

Le roi du Maroc a annoncé l'envoi de deux émissaires en Mauritanie en vue d'une «défense commune», après l'opération organisée par l'armée de libération sahraouie contre Nouakchott.

«La Mauritanie ne sera pas seule sur le champ de bataille» a annoncé son ministre de l'Information. Comme elle n'est pas seule aujourd'hui : les troupes marocaines sont à Bir Moghrein, à Ain Bantili, à Zouerate, à Nouadhibou. L'envoi des émissaires marocains prépare une aggravation de la pénétration marocaine en Mauritanie. Le roi veut profiter de la faiblesse du régime de Ould Daddah pour contrôler encore plus étroitement le gouvernement de l'armée mauritanienne.

Les menaces de Hassan sont dirigées également contre l'Algérie : c'est elle qui est rendue responsable par les deux gouvernements de l'opération sahraouie. Ils tentent de faire croire que le POLISARIO n'existe que par l'Algérie. C'est faux et l'armée marocaine l'a appris à ses dépens. Quand le roi annonçait que l'Algérie avait attaqué et décimé un de ses bataillons à Amgalla en février, les prisonniers marocains pris au cours de cette bataille reconnaissent n'avoir rencontré et avoir été battus que par des Sahraouis. De même, à Guelta, de même à Tuccat dans le nord où un autre bataillon a été décimé. La propagande du roi recherche en réalité à nier l'existence du peuple sahraoui et conduit à aggra-

ver la situation dans la région en faisant peser une menace permanente sur l'Algérie qui a accepté d'accueillir sur son territoire les populations menacées de génocides parce qu'elles refusaient de se soumettre à la domination et au régime de Hassan II.

L'OPÉRATION DE NOUAKCHOTT : UNE EXACTE CONNAISSANCE DU TERRAIN

L'opération de Nouakchott a été menée par le F.POLISARIO, comme avaient été menées toutes les opérations contre Ain Bentil, Bir Moghrein, Zouerate, depuis le début de l'invasion, Ouadane et Chinguetti le mois dernier. L'ampleur des combats

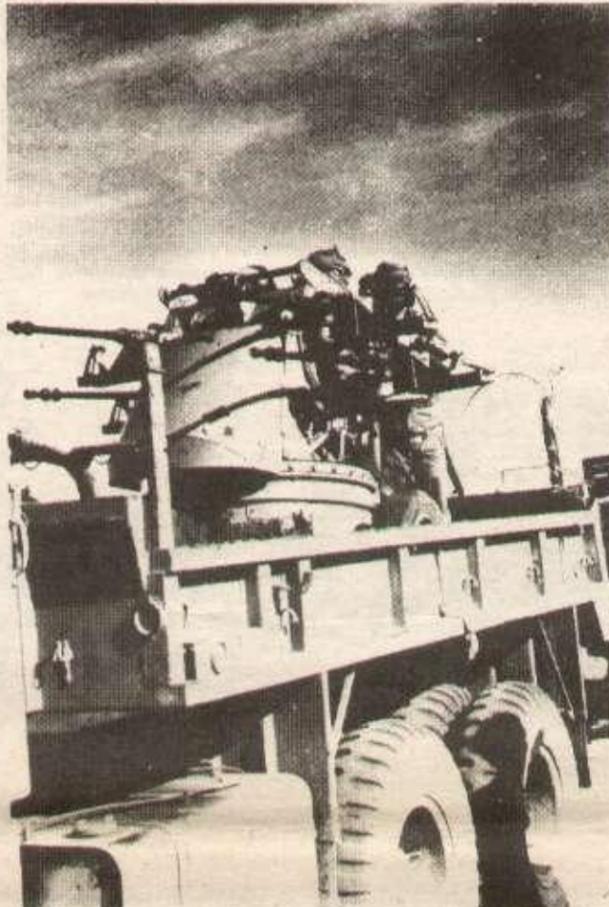
dans Nouakchott, leur durée, la précision de leurs objectifs indiquent une exacte connaissance du terrain. «Nos combattants sont comme un poisson dans l'eau», affirmait Radio Sahara. Jusqu'à quel point ont-ils reçu une aide directe de la population de Nouakchott ? La question mérite d'être posée quand on sait quel mécontentement existe en Mauritanie contre la guerre et contre la prépondérance sans cesse accrue, acquise par les envoyés du roi, dans l'armée notamment. Que Hassan mette ses menaces à exécution et cela renforcera encore cette résistance en cours de constitution contre la guerre, contre le régime de l'alliance qui la conduit.

LA MORT D'EL OUALI ?

Par ailleurs, la mort du secrétaire général du Front, El Ouali, a été annoncée pour la troisième fois depuis le début de la guerre sans compter que sa capture a déjà été annoncée à deux reprises et que le roi a prétendu qu'il avait été emprisonné en Algérie. Rappelons que les opérations militaires du Front sont commandées par le responsable militaire de la région con-

cernée, en ce qui concerne la Mauritanie, c'est le responsable de la région Sud qui dirige habituellement les opérations, comme

c'est le responsable de la région Nord qui dirige les opérations à Tan Tan, Tarfaya, Zag et Goulimine dans le Sud du Maroc.



Les armes du F.POLISARIO : mitrailleuse 12,7 marocaine sur un camion mauritanien...

en bref...

● PÉTROLE : Après le Koweït et l'Arabie Séoudite, l'Iran vient de baisser le prix d'une des qualités de pétrole, le pétrole lourd. Cette qualité est surtout utilisée industriellement. Le pétrole lourd ne représente qu'une faible part de la production d'Arabie Séoudite. Par contre, il occupe près de la moitié de la production iranienne. L'Arabian Light, la principale qualité produite par l'Arabie Séoudite qui sert de base au calcul des prix du pétrole n'a pas connu de modification de prix. La baisse des commandes de pétrole lourd est la raison invoquée pour la baisse de son prix.

● ITALIE : Ce sont les brigades rouges qui sont responsables de l'attentat contre le procureur de Gênes. Des manifestations se sont déroulées à Gênes contre l'utilisation qui en était faite par la démocratie chrétienne. Il reste que si les brigades rouges sont responsables de l'attentat, on peut se demander qui sont ces mystérieux nouveaux partisans qui ont immédiatement revendiqué l'attentat et ont annoncé d'autres assassinats contre des personnalités politiques.

● VÉNEZUELA : L'Occidental Pétroleum a versé des pots-de-vin au Venezuela. Une commission du Congrès vient de demander l'arrestation d'un Américain Askew qui a reçu trois millions de dollars pour soudoyer des personnalités. Cinq autres personnes sont visées. Le rapport recommande également de refuser de payer l'indemnité de 27,5 millions de dollars prévue à la suite de la nationalisation des biens de l'Occidental Pétroleum le premier janvier dernier.

● ANGOLA : Le procès de treize mercenaires a commencé hier à Luanda. Parmi ceux-ci se trouvent deux Américains, onze Bretons et un Argentin. De grandes manifestations de masse se sont déroulées à la veille de ces procès, dénonçant l'intervention des pays occidentaux au cours de la guerre, dont les mercenaires sont une preuve. Pendant ce temps, les militaires cubains sont très lentement retirés et remplacés par des conseillers techniques soviétiques notamment. Les effets de cette intervention-là se feront sentir bientôt sans doute et l'intervention étrangère combattue sous toutes ses formes.

COLOMBIE La bataille de "La Casena"

Le mardi 18 mai, les habitants de La Concordia - vieux quartier colonial situé en plein centre de Bogota - ont été réveillés par des cris de femmes et d'enfants, puis on entendit des voix mêlées scandant des slogans contre la répression, le chômage, le coût de la vie, etc...

Il était environ sept heures du matin et le tumulte venait d'une grande maison ancienne où vivent depuis des années de nombreuses familles parmi les plus démunies. Ceux qui l'avaient provoqué étaient environ deux cents policiers envoyés ce matin-là pour déloger les habitants de «La Casena» (la grande maison) comme on l'appelle familièrement dans le quartier.

Cette maison a toute une histoire : elle appartenait au début du siècle à un prêtre qui, à sa mort, l'avait léguée aux locataires du moment, et elle s'était par la suite transmise en quelque sorte de génération en génération (les habitants payant régulièrement les impôts et les charges).

Mais à la suite d'une série de «magouillages» plus sales les uns que les autres, une société immobilière, la Luis Soto Sinesterra et Cie, est venue revendiquer le droit de propriété sur cette maison, et en 1973, un jugement était rendu en sa faveur, obligeant les habitants à évacuer les lieux. Sept fois de suite, on a envoyé les «forces de l'ordre» effectuer ce «travail» ; sept fois de suite, elles se sont heurtées à la résistance héroïque de ceux qui, avec

raison, considéraient cette maison comme leur bien, et à qui on ne proposait d'autre alternative que la rue.

Chômeurs, vendeurs, ambulants, lavandières, tous gens dont le revenu mensuel oscillait approximativement entre quatre vingt et quatre cents pesos (ce qui serait l'équivalent de quarante à deux cents francs par mois...), on trouvait là un échantillon de ceux qui constituent la grande majorité du peuple dans les villes colombiennes. Conscients de leur communauté d'intérêts, et animés de la même haine contre la police et ceux qui l'envoient, loin de se laisser intimider, ils ont fait bloc à chaque fois et six fois de suite ont remporté la victoire, malgré l'inégalité du rapport de force.

C'est pourquoi, le 18 mai, les «autorités» ont décidé de «frapper un grand coup». En plus des policiers «ordinaires», on a envoyé un bon nombre d'éléments des Brigades Anti-Mutinerias (quelque chose comme nos CRS, mais peut-être pire, car ils sont ouvertement spécialisés dans ce genre de tâche). Casques à visières en plexiglas, boucliers, fusils lance-grenades, grouillaient autour du pâté de maisons. Ne pouvant entrer par la porte - bloquée par les habitants - les flics se sont infiltrés dans la maison comme des voleurs escaladant des murs et passant par les toits.

Ils sont ensuite entrés dans toutes les pièces, matraques au poing, frappant sans distinction hommes, femmes et enfants qui continuaient à clamer leurs droits et chantaient l'hymne national. La police a d'abord obligé les enfants à sortir, à coups de pieds et de poings, puis les hommes et les femmes - dont beaucoup en les portant, car rien ne pouvait les faire céder. Tous se sont battus tant qu'ils pouvaient, mais n'ont pu à la fin éviter d'être submergés.

Dans la rue, les policiers ont continué à frapper sauvagement, même les gens tom-

bés à terre. Comme certains habitants tentaient de se réfugier dans les locaux de la Caisse de Prévision Sociale du District, située juste en face de la maison, la police a fait fermer les portes de cet organisme et interdit formellement aux médecins et infirmières se trouvant à l'intérieur de prêter secours aux blessés (alors même que certains habitants de la maison étaient affiliés à cette Caisse).

Entre-temps, de nombreux voisins et passants s'étaient rassemblés, et on entendait de tous côtés, des commentaires indignés contre les forces de l'ordre et le gouvernement qui permettait ce genre de choses (entre autres ont tenté d'intervenir un groupe de travailleurs des banques en grève). La police a fermé les deux issues de la rue et empêché les gens d'approcher.

La bataille a duré toute la journée - ce qui montre avec quel courage et quel acharnement se sont défendus les habitants de La Casena -. Après avoir mis les gens dehors, la police a fait sortir le mobilier (bien pauvre) et tout ce qu'il y avait dans la maison, en profitant pour démolir des portes et des

fenêtres, de façon à rendre la maison réellement habitable.

Tout cela est allé s'amonceler sur le trottoir, en fin d'après-midi. Les habitants de la maison ont alors entrepris, à l'aide de planches et de tôles sorties de la cour, d'édifier des huttes tout le long du trottoir qui fait face à la maison. Tous sont restés sur place, décidés à se défendre jusqu'au bout : vingt huit familles, environ cinquante adultes et près de cent enfants.

Bogota, 19 mai
Correspondant

Demain : un crime abominable.

● ONU : Le secrétaire général de l'ONU a ouvert la conférence du Fonds International de Développement Agricole qui doit permettre la création d'un fonds pour financer des projets industriels pour les pays les plus pauvres. Les pays de l'OPEP ont décidé il y a plusieurs semaines de contribuer à ce fonds pour quatre cents millions de dollars à condition que les pays occidentaux versent le complément.

INTERVIEW

Interview recueillie par
Catherine Lemel et Paule Saconnet

VICTIME DU POUVOIR GISCARDIEN

UN ECRIVAIN CAMEROUNAIS EN EXIL

MONGO BETI

Les œuvres de Mongo Beti

- Ville cruelle (poche, éditions Présence Africaine) - 8 F
- Le pauvre christ de Bomba (dénonçant la main mise idéologique, sociale de l'église sur les masses africaines), édition Présence Africaine - 20 F
- «Remember Ruben» (poche, 10/18)
- Main basse sur le Cameroun, (éditions québécoises)

Dans quelques semaines, Ahidjo, chef de l'Etat camerounais, serviteur zélé des intérêts capitalistes français et bourreau sanguinaire de son peuple, sera reçu par Giscard d'Estaing.

Mongo Beti, écrivain progressiste camerounais, interdit de séjour dans son pays depuis de longues années pour son opposition au régime de Ahidjo, est actuellement professeur dans un lycée de Rouen. Il vient de remporter une victoire sur le pouvoir français qui voulait le priver de son passeport pour en faire un apatride et l'empêcher de dénoncer les menées de l'impérialisme français dans son ancienne colonie du Cameroun. C'est pour les mêmes raisons que le ministère de l'intérieur interdit dès sa parution en 1972 son livre «Main basse sur le Cameroun», réquisitoire contre le néo-colonialisme français au Cameroun. Signalons que ce livre, toujours interdit en France, a été réédité par les Editions Québécoises.

Nous sommes loin de partager l'ensemble des analyses de Mongo Beti dans cette interview, particulièrement, sur le rôle et l'avenir de la paysannerie dans la révolution camerounaise : celle-ci peut-elle l'emporter sans le développement d'un puissant mouvement paysan ? En même temps

qu'il sous-estime l'importance des masses paysannes et de leur alliance avec le prolétariat, Mongo Beti voit paradoxalement l'avenir du Cameroun dans la reconstitution de la communauté villageoise traditionnelle alors que celle-ci est la base des vieilles mentalités tribales qui oppriment et divisent les masses. D'autre part, l'emprise de l'impérialisme français sur le Cameroun est-elle aussi absolue qu'il y a vingt ans. Depuis, de nouvelles contradictions sont apparues ; avec la rivalité des deux super-puissances et la lutte des peuples du Tiers Monde, l'impérialisme français continue-t-il de régner sans partage sur ce qu'on a appelé autrefois sa «chasse gardée» d'Afrique ?...

Quoiqu'il en soit, cet entretien avec Mongo Beti a l'intérêt d'aborder un certain nombre de questions importantes sur le Cameroun : la situation dans les villes et les campagnes, les tâches et objectifs de la révolution, la place de l'intellectuel dans ce processus révolutionnaire etc... Il doit donc être le point de départ d'un débat permettant d'approfondir l'analyse : que d'autres camarades camerounais ou africains interviennent pour y apporter leur contribution.

Quotidien du Peuple : Avant ce procès, avais-tu déjà été l'objet de mesures d'intimidation de la part du pouvoir français ?

M.B. : Lorsque j'étais étudiant à Aix, après la guerre, nous étions environ vingt ou trente étudiants camerounais inscrits à l'UPC (1) et nous étions sans cesse contrôlés par la police ; déjà la IV^e République réprimait l'UPC, considérée comme le plus grand parti marxiste africain.

A Rouen, jusqu'à ce que j'écrive «main basse sur le Cameroun», les flics n'avaient pas l'air de s'intéresser à moi ; mais lorsqu'ils ont su que j'écrivais un livre sur l'impérialisme français, alors là, ils se sont dérangés pour me poser des questions. Ils l'avaient certainement appris par les écoutes branchées chez Maspéro (à qui je téléphonais pour lui dire où j'en étais de mon travail).

QdP : Comment expliques-tu l'issue de ton procès ?

M.B. : Ce n'est pas l'effet du «libéralisme avancé» de Giscard ! Le pouvoir a été obligé de reculer ; grâce à l'action du comité de soutien, l'opinion commençait à être informée de la situation au Cameroun. On n'a jamais tant parlé du Cameroun que depuis mon procès. Or, avant tout, Paris ne veut pas que l'on sache ce qui se passe dans la chasse gardée française d'Afrique noire, qu'on décrive la situation là-bas, qu'on dise qu'il y a une répression atroce ni surtout pourquoi, quelles sommes fabuleuses atteignent le profit colonialiste dans ces pays.

QdP : Quel est selon toi l'avenir du Cameroun ?

M.B. : L'économie camerounaise est entièrement entre les mains du colonialisme français : banques, assurances, commerces, entreprises, tout est français au Cameroun. Le Cameroun est une source de profits

inoûte. Quant à Ahidjo, c'est une espèce de Pinochet qui serait là depuis dix-huit ans et dont personne ne parle. Son régime est tellement enfoncé dans la répression qu'il n'y a d'autre issue, qu'une issue révolutionnaire.

QdP : Existe-t-il une bourgeoisie nationale ?

M.B. : A notre avis non. Comme je le montre dans «main basse sur le Cameroun», le néocolonialisme français a interdit même le développement d'une bourgeoisie nationale camerounaise. On m'a souvent reproché d'avoir, dans ce livre, semblé approuver le projet de Mgr Ndougmo de former un capitalisme national. J'ai au contraire voulu montrer, à travers l'échec de cette tentative, l'échec de toute solution bourgeoise pour le Cameroun.

Il existe au Cameroun une bourgeoisie bureaucratique née avec l'indépendance (fonctionnaires, cadres de l'armée...). Mais pour nous, c'est une couche tellement superficielle et coupée des masses, qu'elle est tout-à-fait étrangère au pays ; ce sont des pions du colonialisme français. Donc, le front ne peut s'appuyer sur une prétendue «bourgeoisie nationale».

QdP : Sur quelles forces alors peut-il s'appuyer ?

M.B. : Les campagnes sont assez arriérées à cause de l'emprise des vieilles mentalités tribales.

Mais il existe une classe ouvrière dans les grandes villes : ce sont des OS, des manoeuvres. Il y a peu d'ouvriers qualifiés, mais beaucoup de chômeurs, de jeunes chômeurs scolarisés. C'est l'élément le plus dynamique, celui sur lequel le mouvement s'appuie.

Le danger, pour l'UPC, c'est qu'il soit dirigé par des bourgeois, des intellectuels, donc des gens qui risqueraient de faire du Cameroun un pays où le

pouvoir n'appartiendra pas vraiment à ceux qui produisent. La bonne solution pour nous devrait commencer par une reconstitution de la communauté villageoise, comme au Viet Nam. Une révolution qui donne la priorité à la ville est une fausse révolution. La ville est une structure coloniale. Installer l'hôpital en ville, l'électricité en ville, c'est faire la même politique que le régime colonial.

QdP : Comment conçois-tu actuellement ton rôle d'écrivain ?

M.B. : Quand j'ai commencé à écrire, je cherchais avant tout à énoncer un message politique pour les gens de mon pays. Je ne me souciais pas du tout de l'écriture, mais plutôt des situations, des personnages, et de la résonance immédiate de leurs propos et de leur comportement. Ainsi, j'ai écrit *Ville cruelle* comme un tract.

Depuis, ma conception de la littérature a évolué. La chance qu'a un livre de durer pour les générations qui viennent dépend du langage : la forme est liée à la durée. «Ville cruelle» est un livre mal écrit, le choix des mots est très lâche, alors que maintenant cette exigence du terme propre me paraît fondamentale.

Je voulais que mon message politique soit reçu par des gens qui ne sont pas forcément ceux qui vivent les événements que nous vivons actuellement. Dans la façon de camper les personnages ou de raconter, il doit y avoir quelque chose qui dépasse un peu l'actualité. Ainsi, «Ville cruelle» se réfère étroitement à l'actualité : chaque personnage, chaque événement peut être identifié par les gens de chez moi. Or, quand on prend pour trame des événements politiques qui se sont déroulés dans un pays particulier, il faut les traiter de telle façon qu'ils puissent aussi avoir une signification

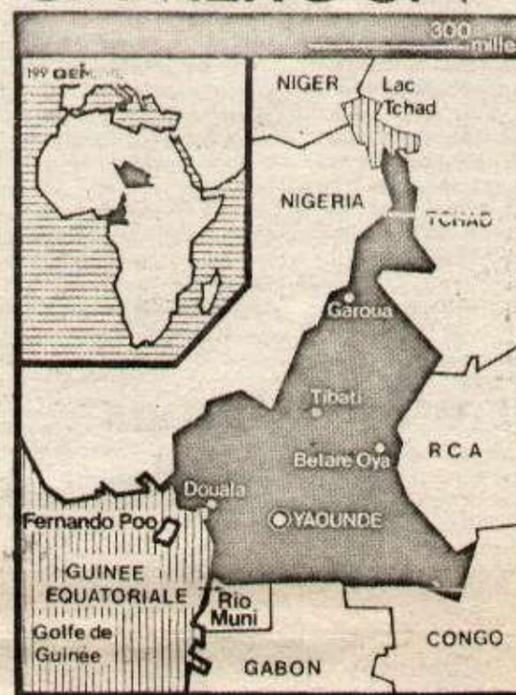
pour les gens qui ne les ont pas vécus : il faut faire en sorte que l'exploité d'une colonie française se reconnaisse dans l'exploité d'une colonie anglaise ou américaine. C'est dans cette perspective que j'ai écrit «Remember Ruben». Alors que dans «Ville cruelle» j'ai mis bout à bout des événements qui se sont produits dans le bourg de ma région natale, dans «Remember Ruben», le cadre des événements n'est pas vraiment Douala ; c'est aussi Yaoundé, Dakar. Ce n'est plus telle ou telle ville coloniale, c'est la ville coloniale type. Le livre est moins anecdotique, donc plus riche en ce sens qu'il concerne un public plus large. De même, Ruben, le personnage politique mis en scène dans mon livre, n'est pas seulement Um Nyobé ; c'est aussi Lumumba. C'est un type politique.

Je cherche donc à écrire des livres dont l'efficacité politique ait plus de durée et qui parlent à un plus grand nombre de gens. Un livre doit, bien sûr, mobiliser immédiatement, mais il doit aussi avoir une résonance pour les générations à venir, qu'elles puissent y trouver une source de leçons pour leurs luttes.

QdP : Quels sont les rapports entre les intellectuels écrivant en français, comme toi, et les masses ?

M.B. : Les masses ne nous lisent pas. D'abord, la plupart de mes livres ne peut circuler que clandestinement au Cameroun ; mais de toute façon, si mes livres étaient autorisés, mes lecteurs se localiseraient avant tout dans les villes parmi la petite bourgeoisie. Récemment, encore lorsque les lycéens et collégiens étaient en majorité des fils de paysans, on aurait pu penser que les gens du peuple pouvaient être touchés indirectement par le message politique de mes livres, grâce à cet inter-

MAIN BASSE SUR LE CAMEROUN



ÉDITIONS QUÉBÉCOISES

Ce livre a été censuré lorsqu'il est sorti chez Maspéro. Il est publié maintenant à l'étranger par les «Editions Québécoises».

médiaire (et non pas du tout par l'aspect littéraire). Mais ce n'est plus le cas maintenant.

Il y a cependant un contact, mais qui est plutôt mythique. Les gens entendent parler de moi, ils savent que j'ai des ennuis pour avoir critiqué Ahidjo. Les gens savent vaguement qui je suis, ils me prêtent ce qu'ils souhaitent me prêter et me refaçonnent selon leurs désirs. Pour la plupart des gens de chez moi, je suis un personnage politique et non pas un écrivain. C'est une chose qu'il est difficile de concevoir en France : comment peut être perçue auprès de gens analphabètes ou qui ne lisent pas, la personnalité d'un écrivain dont on parle de bouche à oreille.

QdP : Penses-tu qu'un intellectuel comme toi puisse avoir un rôle révolutionnaire dans son pays ?

M.B. : Je peux toucher les bidonvilles, les jeunes chômeurs ; très peu de monde, mais en même temps un milieu intéressant à toucher car ce sont les gens les plus dynamiques et les plus réceptifs. Mais cela reste très limité. Je crois que c'est l'image, l'audio-visuel et non la chose écrite, qui peut toucher le plus largement les masses. C'est ce que pense Sembene Ousmane qui réalise des films-livres. Mais au Cameroun, le

cinéma est bien tenu en mains par le pouvoir, la radio aussi, bien entendu. Quant à écrire en langue du pays, certes ça permet de toucher plus de monde. Je n'ai jamais essayé car depuis dix-sept ans que je ne suis pas retourné au Cameroun, j'ai une maîtrise très approximative de ma langue maternelle.

QdP : Cet éloignement de ton pays ne te pose-t-il pas des problèmes au niveau de ce qu'on pourrait appeler les sources d'inspiration ? Comment fais-tu pour mettre en scène des gens auprès desquels tu ne vis plus ?

M.B. : Bien sûr, c'est un problème, mais je reçois beaucoup d'informations (documents, lettres, amis venus du pays), mais c'est évident que je ne vis plus dans l'ambiance même du pays. Toutefois, si le décor change en ville, le village, lui, je crois, ne change pas ; il est figé ou dépeint. (Beaucoup de jeunes villageois viennent grossir les bidonvilles).

Les bidonvilles non plus n'évoluent pas. Et les problèmes qui s'y posent sont les mêmes qu'au temps où je vivais au Cameroun.

QdP : Nous te laissons la responsabilité de cette analyse, mais nous ne pouvons être d'accord sur cette vision statique. Tout bouge, et en Afrique particulièrement. (1) Union Populaire du Cameroun.

LA VIE DU JOURNAL

Pour des «Assises Nationales des Non-Titulaires de l'Éducation Nationale»

A la suite de l'appel du «Mouvement des non-titulaires en lutte» et du SGEN de l'Académie de Créteil, une délégation d'une cinquantaine d'enseignants s'est rendue au CES du Palais à Créteil où se tenait une CAPA (commissions paritaires) des Maitres Auxiliaires en présence du recteur.

Les enseignants sont entrés dans la salle de réunion pour poser un certain nombre de questions au représentant du ministère. Visiblement, notre intervention a jeté un trouble dans le bel ordonnancement de cette réunion : les délégués syndicaux et le recteur ne semblaient pas habitués à voir posé aussi crûment le problème des Maitres Auxiliaires.

Le recteur interpellé a été obligé de nous répondre. Il a

confirmé que d'après ses «estimations personnelles» environ 850 Maitres Auxiliaires seraient licenciés à la rentrée. Il nous a, par ailleurs, déclaré, avoir demandé au ministère des créations de traitement permettant le ré-emploi de ces Maitres Auxiliaires, tout en nous faisant comprendre qu'il avait bien peu de chances de les obtenir.

Implicitement, il a reconnu que les «assurances» données par Haby au SNES étaient fondées sur très peu de choses, puisque les recteurs n'avaient reçu aucune consigne, ni information.

Nous avons ensuite dénoncé les heures supplémentaires qui sur l'académie de Créteil, ont empêché la création de 430 postes de Maitres Auxiliaires (chiffres admis par

le recteur); nous avons dénoncé le plan de résorption actuel qui, reconduit tel quel, envisage l'élimination de plusieurs milliers de Maitres Auxiliaires.

Pour poursuivre l'action engagée des contacts ont été pris avec la «coordination nationale des enseignants du supérieur» afin d'envisager dans le courant du mois de juin, des «Assises Nationales des Non-Titulaires de l'Éducation Nationale».

Pour assurer le succès des Assises et pour développer la liaison entre les luttes des non-titulaires de l'Éducation Nationale, nous appelons tous les mouvements de non-titulaires de province qui existent, et en particulier les Instituteurs remplaçants qui commencent à lutter contre les cessations de paiements (137 dans le 93, 200 ou 300 sur Paris) à contacter la permanence du mouvement.

Permanence tous les mercredi :
Tour centrale, Faculté des Sciences - Jussieu
Bureau 412 - 4^e étage
tel. 336 25 25 - Poste 56-58

Communiqués...

SOUTIEN AU TRAVAIL DE GROUPES CULTURELS

La fête que nous avons organisée le 8 mai dernier et les dons que vous avez bien voulu nous faire ont permis de totaliser à ce jour, 5 000 F, et nous vous en remercions. Nous faisons encore appel à votre soutien financier, notre objectif est loin d'être atteint, nous avons encore besoin de 25 000 F.

Nous comptons ouvrir la salle à la rentrée. Mais pour qu'une salle s'ouvre dans Paris, il nous faut remplir un certain nombre de conditions de sécurité : réfection du toit, isolation thermique et au bruit, chauffage...

Si vous nous avez rencontrés lors d'une fête, d'un meeting, dans une boîte

occupée, ou sur votre marché, si vous considérez que le travail que nous faisons a une efficacité, si vous pensez qu'une intervention sur le front culturel doit se développer, nous vous demandons de soutenir le travail des groupes culturels :
Troupe Z, Théâtre à Breteles, Revue Place, Imago, Duval et Machon, le Bulletin Paroissial du Curé Meslier, le Charivari Monstre, La Carmagnole, Ciné-lutte, et des groupes : Divorce, Comité Irlande.

Chèques libellés à l'ordre de :

Jean-Louis Rugari
envoyés à P.J.T.
B.P. 89
75.623 Paris Cédex 13

Lyon : «Le Cinématographe» 44, cours Suchet

- «ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX» avec Jane Fonda et Michel Sarrazin :
Jeudi 10 juin : 19 h 55
Vendredi 11 juin : 19 h 50
Samedi 12 juin : 18 h 00
Dimanche 13 juin : 18 h 00
Lundi 14 juin : 18 h 00
- «JEREMIAH JOHNSON» avec Robert Redford (1971) : 110 mm :
Mercredi 9 juin : 17 h 30
Jeudi 10 juin : 18 h 00
Vendredi 11 juin : 18 h 00
Samedi 12 juin : 21 h 40
Dimanche 13 juin : 21 h 40
Lundi 14 juin : 19 h 45
- «LES TROIS JOURS DU CONDOR», avec Robert Redford et Faye Dunaway et Max von Sydow (1975) : 115 mm :
Mercredi 9 juin : 19 h 45
Jeudi 10 juin : 21 h 50
Samedi 12 juin : 19 h 45
Dimanche 13 juin : 19 h 45
Lundi 14 juin : 21 h 50

LA FLEUR DE SOUMISSION

Chers amis,

Je suis ouvrier agricole dans une exploitation laitière du Doubs et je voudrais pour égayer un peu les pages du journal, vous raconter une histoire drôle que me disait l'autre jour un vieux paysan d'une ferme voisine. C'est une histoire ancienne mais peut-être pas si démodée.

Il s'agit d'un paysan qui, un jour d'automne, s'adresse à son commis de ferme (c'est comme ça qu'on nous appelle) en lui montrant des colchiques, fleuries à cette époque : «Tu vois cette fleur, tu la connais ? Eh bien, pour toi c'est la fleur de soumission».

Le commis a compris et ne dit rien : à l'automne les gros travaux sont finis et s'il veut garder sa place, il doit filer doux devant son patron. Et c'est ce qu'il fait tout l'hiver.

Mais le printemps revient et avec lui, les gros travaux, labours, semis... etc... Un matin qu'ils entendent pour la première fois le chant du coucou, il s'adresse à son patron :

«Vous entendez ce chant, vous le connaissez ? Eh bien, pour moi c'est le chant du départ. Adieu !»

Je dois vous dire que cette histoire fait rire tous les commis de ferme, mais pas tous les paysans !

Un petit mot pour terminer sur votre journal : je le trouve intéressant mais, peut-être parce que je ne lis pas assez régulièrement, je n'ai trouvé qu'un article sur les salariés agricoles et peu de choses sur les paysans. Ça se comprend bien puisque les exemples de lutte sont rares et les conditions de travail mal connues, mais c'est quand même dommage. Une autre fois je pourrai vous parler de mon travail et de celui des paysans. Puisqu'il s'agit du «pouvoir des ouvriers et des paysans»...

Encore une chose : pourrait-il y avoir dans le journal un document clair et précis, facilement accessible et pas trop triomphaliste sur l'organisation de l'agriculture et la vie d'une ferme en Albanie. C'est ce qui manque comme base de discussion avec des paysans qui se posent déjà des questions sur l'organisation de leur travail, individuel ou collectif, propriété de la terre ou pas, mais dont il ne faut pas oublier qu'ils sont bien souvent encore sous l'emprise du curé du coin. Je dis Albanie parce que j'ai remarqué que le seul mot de Chine rebute les

paysans, bien dressés par la radio et la télé. L'Albanie leur est bien souvent inconnue, et ils se sentent plus concernés car c'est plus près et plus à notre échelle. La Chine c'est tellement loin, tellement grand, ça touche moins, et puis on dit tellement de choses dessus, on n'y fait plus attention...

En attendant, je vous salue amicalement et souhaite que le journal s'intéresse un peu plus aux agricoles et les intéresse un peu plus.

Le vacher révolutionnaire

C'est vrai, on dit beaucoup de choses sur la Chine. Mais que dit la bourgeoisie ? Comment présente-t-elle la lutte qui s'y mène pour empêcher toute restauration du capitalisme, sinon comme une lutte de clans. Nous ne pouvons lui laisser le champ libre. Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs se posent la question : «Est-il possible d'éviter le retour au capitalisme ?». La construction du socialisme en Chine est une démonstration éclatante qu'en menant consciemment la lutte entre les deux voies, la classe ouvrière et le peuple peuvent s'y opposer, détruire progressivement le droit bourgeois, supprimer graduellement la différence entre travail manuel et intellectuel, entre villes et campagnes, entre ouvriers et paysans. Ces acquis fondamentaux de l'expérience révolutionnaire en Chine, il faut s'en saisir, les faire largement connaître.

Sécheresse

«LES PAYSANS NE SE LAISSERONT PAS PRENDRE AU PIÈGE...»

Actuellement en France, une sécheresse est en train de faire diminuer le revenu des travailleurs de la terre. On commence à en parler à la radio, à la télé, sur les journaux et c'est déjà trop tard : la catastrophe est arrivée : rendement moitié moins, revenu également.

Pour nous, Poitou-Charentes, la sécheresse sévit déjà depuis trois ans. Chaque année, on se demande comment on va payer. Ce que je peux dire en connaissance de

cause, c'est que le gouvernement se moque de nous en nous dégravant d'impôt, qu'est-ce que ça signifie ? Ce n'est pas avec ça qu'on va boucher les trous. Et puis on a bien le culot de nous offrir des possibilités d'emprunts à taux réduits mais comment peut-on trouver l'argent pour rembourser après ? Après trois ans de dure épreuve, ça ne marchera pas, les paysans ne se laisseront pas prendre au piège.

S.P. Deux-Sèvres

«DE LA RÉVOLTE À LA RÉVOLUTION»

Rebelles

3.50F MENSUEL de l'UNION COMMUNISTE de la JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE N°3

EDITORIAL construire une puissante force révolutionnaire

AU SOMMAIRE

Pour toute correspondance : REBELLES : 57, rue Ordener 75 018 PARIS
Abonnements : 6 mois (6 numéros) 16 francs, 1 an (12 numéros) 30 F. Abonnement de soutien 50 F et plus.

PARIS SAMEDI 12 JUIN 1976 de 14 heures à minuit
AGECA
177 rue de Charonne - Paris - M° Alexandre-Dumas - Bus 76
JOURNÉE DE LUTTES
TRAVAILLEURS-ÉTUDIANTS AFRICAINS
Contre les conditions misérables de vie, de travail et d'études

- Foyers-taudis, foyers-prisons
- Sélections, restrictions et loyers chers dans les résidences universitaires

Contre la répression

- Racisme et tracasseries policières
- Expulsion (Foyers SONACOTRA, Maison d'Afrique, etc...)

Pour l'unité d'action travailleurs-étudiants

- Pour briser l'isolement des luttes
- Pour l'unité dans la lutte

ATDF, ASTGF, Fetrani, FEANF, Comité de la Maison d'Afrique, Comité des travailleurs africains de Strasbourg-Saint-Denis

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN 208.65.61

TELEVISION

A propos des émissions sur l'histoire de la Chine
ENTRETIEN AVEC ROGER PIC

«Ce que j'ai voulu montrer, c'est que le rôle des masses est primordial...»

Les mardi 1^{er} et 8 juin, TF 1 a présenté deux émissions de Roger Pic sur l'histoire de la Chine. Nous avons demandé à Roger Pic de nous dire comment il a conçu son film. (interview recueillie par Claude ANCHER).

—Le Quotidien du Peuple : Quel est le point de départ de ton émission ?

—R.Pic : En 1973, la première chaîne de la télé (alors ORTF) voulait préparer un grand portrait de Mao tsé-toung. Je suis un réalisateur indépendant, considéré comme un spécialiste de l'Asie du Sud-Est et d'Extrême-Orient. On m'a proposé de réaliser ce portrait sur la base de documents. Après réflexion, j'ai répondu qu'il valait mieux raconter la révolution chinoise, montrer d'où elle était sortie et voir à travers elle l'œuvre de Mao tsé-toung, d'autant plus que Mao est certainement l'homme d'État qui a été le moins filmé.

—QdP : Quels problèmes as-tu rencontrés dans la recherche filmographique ?

—R.Pic : Elle était difficile et elle devait prendre beaucoup de temps car, très vite, j'ai constaté qu'il y avait des «trous» et qu'il fallait trouver des astuces pour évoquer certaines périodes de cette histoire sans s'appuyer sur des films. A la télé, le support-image est très important.

Pour certains événements, il y avait si peu d'images qu'il fallait les raconter dans un temps extrêmement bref. Trouver le rythme nécessaire à ce récit, pouvoir écrire un commentaire en fonction d'une documentation visuelle, c'est finalement plus difficile que de faire un film comme le dernier que je viens de faire sur le Vietnam : là, on filme en fonction de ce qu'on voit, on peut avoir une cohésion, tandis qu'en travaillant sur documents, on est prisonnier de ce qu'on peut trouver.

Une autre difficulté à propos des documents, c'était de vérifier leur authenticité. Il y a beaucoup de films d'origine chinoise qui se trouvent (on ne sait trop comment) dans différentes cinémathèques occidentales. Certains documents ont déjà été utilisés dans des montages. Quelquefois des gens (par manque d'information... ou de scrupules) ont présenté des images n'importe comment. C'est ainsi que des images saisissantes qui représentaient des massacres perpétrés à Changai en 1949 par Tchiang Kaitchek se retrouvaient exploitées dans un montage sur la Révolution Culturelle où le commentaire annonçait sans la moindre hésitation qu'il s'agissait de la «liquidation d'éléments révisionnistes par les gardes rouges dans les rues de Pékin». Tout simplement !

D'autres erreurs grossières se retrouvent dans d'autres documents. Il faut donc être très prudent. J'ai travaillé en m'appuyant sur la documentation chinoise, en consultant aussi un certain nombre de spécialistes et puis en mettant les bandes en parallèle avec une documentation photographique que j'avais rassemblée en même temps que la recherche filmographique.



—QdP : Quels sont les acquis fondamentaux de la Révolution chinoise sur lesquels tu as voulu insister dans ton film ?

—R.Pic : Ce que je voulais montrer, c'est qu'en fin de compte, le rôle des masses est primordial ; c'est en s'appuyant constamment sur les masses que la révolution chinoise a pu être conduite jusqu'à la victoire totale et qu'ensuite, après l'avènement de la République Populaire, on a pu voir cette évolution

permanente et non pas la sclérose de l'appareil politique.

Certaines critiques ont été formulées disant qu'on donnait dans le film trop d'importance au rôle joué par Mao tsé-toung et qu'il n'avait pas été le seul à construire la République Populaire de Chine. Ce qui est vrai. Mais ce que j'ai essayé de dégager, c'est que, quelles qu'aient été les luttes au sein de l'appareil politique, il sem-

blait, par exemple, les travaux gigantesques d'irrigation, de mise en valeur de terres incultes grâce au travail collectif.

Mais ne manque-t-il pas d'explications sur la lutte constante contre les tentatives, notamment de certains responsables du Parti, pour revenir en arrière, restaurer le capitalisme en Chine.

—R.Pic : C'est juste ; il y a certainement un grand manque d'explications sur ces contradictions et il aurait fallu prendre le temps d'expliquer ce que représentait le révisionnisme, l'attitude de Liou chao chi etc... Cela nécessite un développement très complexe, long et pour lequel il est très difficile de s'appuyer sur une illustration à proposer sur le petit écran. J'ai étudié un peu le problème. Si j'avais à retravailler le film maintenant, j'essaierais de m'expliquer davantage sur ce plan-là. Néanmoins, j'espère avoir suscité des réflexions, provoqué une prise de conscience des problèmes importants de l'histoire de la Chine.

Mais j'aimerais aussi, dans un deuxième temps pouvoir revenir sur cette grande histoire de la Chine et l'enrichir et, peut-être, la redécouper en plusieurs séquences en y intercalant des discussions, des débats qui permettraient ces analyses politiques qui font défaut actuellement dans le film.

—QdP : Ce qui frappe le plus dans le film, c'est effectivement la mobilisation constante des masses pour faire la Révolution et construire le socialisme. Beaucoup de documents sont, à cet égard, particulièrement enthousias-

SAMEDI 12 JUIN

TF 1

- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Numéro Un : Joe Dassin
- 21 h 30 - Regan : feuilleton
- 21 h 30 - Regan : série britannique
- 22 h 20 - Les 24 heures du Mans
- 22 h 40 - Journal

A 2

- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - Lyon-Marseille Finale de la coupe de France
- 20 h 45 - Journal
- 21 h 00 - Football (suite)
- 21 h 55 - Dix de der
- 23 h 25 - Journal

FR 3

- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Festival du court métrage
- 20 h 30 - Idomeneo : opéra de Mozart
- 23 h 10 - Journal

DIMANCHE 13 JUIN

TF 1

- 19 h 45 - Journal
- 20 h 30 - Un peu de soleil dans l'eau froide film français de J. Deray (1971)

A 2

- 17 h 10 - Rugby : France-Etats-Unis
- 19 h 30 - Ring parade
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Système 2
- 21 h 50 - Ardèchois, cœur fidèle

FR 3

- 20 h 30 - Les visiteurs du dimanche soir : les sœurs Huppert
- 22 h 15 - Journal
- 22 h 30 - La découverte d'un secret : film allemand

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Après avoir tenté de dynamiter la grotte, les troupes gouvernementales doivent évacuer Hon Dat. La population va retrouver les guérilleros.

DERNIER ÉPISODE

RETROUVAILLES

La foule se rapprocha. Il devint évident qu'aucune troupe ne la suivait. Hai Thep commença à reconnaître chaque silhouette. Mère Sau, la femme de Ba Ren, Tu Rau, Tam Chan, Mme Ba Ou... mon Dieu, tout le monde est là ! Sa femme, Mme Tu Nghiep, Mme Len aussi. Tout Hon Dat quoi ! Adultes, enfants, chacun de courir à toutes jambes. Quelques-uns trébuchaient mais reprenaient aussitôt leur course. Ils s'arrêtèrent à une vingtaine de pas de la grotte et, mettant leurs mains en porte-voix, crièrent :

— Ohé, Ils sont partis !

Comme de la grotte la réponse tardait à venir, on entendit des femmes éclater en sanglots. Tu Rau s'élança en avant et hurla à tue-tête :

— Ohé, Etes-vous vivants ?

Hai Thep sauta sur le tas de décombres, aussitôt suivi de Ut et des deux guérilleros. Son Garant à la main il courut vers Tu Rau et l'étreignit. Tam Chan prit les épaules de Hai Thep dans ses mains en riant aux larmes :

— Mon Dieu, dit-il, j'ai eu vraiment peur que ta femme ne devienne veuve.

En un clin d'œil, Ut et les trois hommes furent entourés, bousculés, tiraillés, au milieu des rires et des pleurs. Mme Hai Thep ne souriait pas, elle regardait son mari, les yeux embués de larmes.

Elle lui trouvait mauvais teint et l'air harassé, Hai Thep annonça que tous étaient bien portants, à part Dat, qui venait de mourir la veille.

— Où sont les gosses ? demanda-t-il à mi-voix à sa femme.

— je les ai confiés à un voisin.

Ut échappa aux étreintes pour filer à l'intérieur de la grotte, tandis que Hai Thep cherchait Mère Sau des yeux. Il la vit debout, les yeux secs, regardant devant elle comme sans voir. Il se dirigea vers elle. Mais Mère Sau marchait à petits pas vers la grotte en serrant sa serviette avec la laquelle elle s'essuyait les lèvres.

Avertis par Ut, tout le monde rejoignit l'entrée. Les cris, les rires et les sanglots reprirent encore une fois. Le petit roquet de Ut, ne se tenant pas en joie, jappa en faisant des bonds de droite à gauche. On s'étreignait sur le pré labouré par les balles. Hai Ca Tren sortit avec Be sur les épaules, les jambes un peu flageolantes. La petite Thuy sur son dos, Quyen monta sur les débris avec sa carabine en bandoulière.

Mère Sau courut vers elle, enserra toutes les deux dans une même étreinte en fondant en larmes. Thuy pleura de joie, puis regarda autour d'elle à la recherche de sa mère. Des centaines d'yeux étaient tournés vers elle.

On l'entendit qui cria :

— Grand-maman, où est maman ? maman ?

Comme sa grand-mère ne lui répondait rien, Thuy sauta à terre et se mit à hurler :

— Maman ! maman !

Elle courut de tous côtés à la recherche de sa mère, allant de groupe en groupe. La foule était saisie, la regardant d'un œil inquiet. Sous les cris déchirants de Thuy, les guérilleros sortaient un à un.

Nam Nho soutenait Tham qui marchait en clopinant. Le dix-septième et dernier à quitter la grotte fut Ngan qui portait dans ses bras le corps de Dat. A travers le nylon transparent, on pouvait discerner les traits du jeune homme. Tam Chan rejoignit Ngan, se planta sans voix devant lui, puis souleva silencieusement le corps de Dat. Il regarda fixement ses traits à travers le nylon. Rien ne bougea dans le visage de Tam Chan. Ses prunelles s'immobilisèrent. On vit qu'elles s'embaient peu à peu de larmes et devenaient tout rouges.

Ngan avait le visage comme durci, exténué, plein de poussière. Tous avaient le même aspect. Aucune veste indemne, toutes étaient déchirées soit aux manches, soit à l'épaule, soit dans le dos. Ils se sentaient vidés. Ils avaient faim, ils avaient soif. Maintenant seulement la fatigue s'abaissait sur eux d'un seul coup.

Ils marchèrent en chancelant vers le village dans les premiers rayons du matin. Les premiers depuis une semaine ! Le soleil faisait miroiter les gouttes de rosée dans les touffes d'herbe. Il éclairait les frondaisons en pénétrant dans les plantations. La brise matinale faisait bruire les feuilles. Et là-bas, derrière les tiges de bambous qui se balançaient, les vagues ensoleillées venaient mourir sur la plage.

Mai 1965

FIN

OU VA L'ALLEMAGNE



«Le miracle économique allemand», «le consensus social allemand», ces deux références nous les avons maintes fois entendues dans la bouche des portes-paroles du patronat français. A l'évidence, «nos» capitalistes lorgnent outre-Rhin pour importer dans notre pays les méthodes qui feraient recette en RFA. Les éléments que nous avons donnés concernant les restrictions décisives apportées aux libertés démocratiques en Allemagne et le renforcement direct des pièces maîtresses de l'appareil d'Etat, ne sont qu'un aspect des méthodes en vigueur en RFA ; elles n'expliquent pas à elles seules les limites réelles du développement des luttes en Allemagne, elles ne rendent pas compte de tout le carcan dans lequel sont enserrées les aspirations de la classe ouvrière (cogestion, tutelle réformatrice rigoureuse sur le syndicat unique, traditions anti-communistes...) C'est ce dont nous voulons rendre compte pour terminer notre reportage. Nous commençons ici par une brève présentation de la situation économique en RFA, et de la situation de la classe ouvrière allemande.

LA RUHR, CŒUR DE LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE

L'image de la classe ouvrière allemande, on en saisit indirectement un aspect par la manière dont le paysage industriel frappe un visiteur français qui met pour la première fois les pieds en RFA. Le très dense réseau autoroutier, mis en chantier dès l'époque d'Hitler, assure des communications rapides (et sans péage) entre les différents centres industriels de la RFA, qui sont certainement beaucoup mieux répartis que dans notre pays, et sans donner lieu à des déséquilibres aussi nombreux et aussi flagrants qu'en France. Quand on dit qu'un tiers de la population de la RFA est concentré dans les villes de plus de cent mille habitants, quand on rappelle que la population totale de soixante millions supérieure à la France, s'entasse sur une superficie moitié moindre de la superficie de l'hexagone, on commence à rendre compte un peu de l'impression de densité qui saisit un visiteur français.

Mais c'est en fait l'image de la Ruhr qui dégage le plus cette impression de la puissance économique de la RFA. Plus puissant complexe industriel de l'Europe, la Ruhr fabrique 80 % de la houille, 75 % de l'acier, et plus de 50 % des produits chimiques et des tissus, pour toute l'Allemagne de l'Ouest. De Dortmund à Duisburg, c'est à peine en une heure par la route fédérale n° 1 qu'on traverse cette région ; dans une toile d'araignée d'autoroutes, de canalisations de gaz, de voies ferrées, se détachent les forêts de cheminées, de hauts-fourneaux, et de co-

lonnes de distillation. Pays façonné par les besoins de l'industrie lourde, il rassemble sur 8 000 km² une population de sept millions entassée dans une succession de



A l'office du travail pour les chômeurs : 44 200 chômeurs privés brutalement d'allocations de ressource dans la dernière période...

villes de plusieurs centaines de milliers d'habitants : Bochum (300 000), Dortmund (1700 000), Gelsenkirchen (500 000), Essen (1700 000) ville dominée par Krupp qui emploie plus de 100 000 ouvriers, Muelheim, Oberhausen, Duisburg (300 000) port fluvial dont le trafic est aussi important que celui de Marseille, parce qu'il se situe juste à l'embouchure de la Ruhr et du Rhin et qu'il voit transiter une part très importante de l'activité économique de la région.

	DÉVELOPPEMENT DU PNB (en milliard de dollars)		AUGMENTATION DU PNB PAR HBTS (en dollars)	
	France	RFA	France	RFA
1967	109,28	121,40	2 190	2 030
1972	196,10	257,57	3 790	4 180
1974	266,10	384,53	5 060	6 200
% de 67 à 74	+ 143 %	+ 217 %	131 %	205 %

LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE FACE A LA CRISE

Le miracle économique allemand, ne semble guère contestable, et l'impérialisme allemand est sans doute un de ceux qui a le mieux affronté la crise économique. Mais comment la classe ouvrière allemande a-t-elle supporté ces secousses, et le consensus social tant vanté par Schmidt a-t-il vraiment permis aux travailleurs de sauvegarder leur emploi et leur niveau de vie. De toute évidence non, les conditions des travailleurs allemands se sont nettement dégradées. Nous reviendrons sur les raisons qui ont contraint les travailleurs à supporter cette dégradation de leurs conditions de vie, disons seulement ici

paraît comme nettement plus élevé que le salaire moyen de l'ouvrier français, puisqu'il tourne autour de 1 700 Deutschmarks par mois pour les hommes (ce qui l'équivalent de 3 000 F) et de 1 100 Marks par mois pour les femmes (moins de 2 000 F). Mais ces chiffres pour être appréciés doivent être affectés de plusieurs correctifs : d'abord, il s'agit de chiffres gouvernementaux et syndicaux (ce qui en RFA recouvre les mêmes sources), et ils sont donc à prendre avec précaution. Ensuite, le coût de la vie en RFA doit être globalement apprécié comme nettement plus élevé en RFA comparativement à la France : les prix des loyers, par exemple, y sont plus élevés ainsi que ceux, globalement, de l'alimentation, qui comme en France, a été le poste le plus frappé par la hausse des prix.

Ensuite, encore parce que la dernière période, et les dernières négociations salariales ont vu les directions syndicales conclure des contrats avec les patrons revalorisant les salaires en-deçà de la hausse des prix ! Enfin presque 30 % des ménages ne touchaient pas en 74 le minimum vital pour vivre (en RFA ce minimum vital est apprécié pour une personne à 1 000 francs, pour une famille avec enfants à 1 800 francs au moins...). Ce qui situe le chiffre du salaire moyen ouvrier comparé à la situation en France.

LE CHÔMAGE

En fait, c'est le chômage qui a frappé le plus lourdement la classe ouvrière allemande, surtout qu'intentionnellement et de manière avouée, le chancelier Schmidt lui-même ne déclarait-il pas en pleine période de chômage prolongée, devant l'Assemblée d'Entreprise de Krupp à Brême à la fin de l'année dernière : «Les profits d'aujourd'hui, sont les investissements de demain, et les investissements de demain, sont les emplois d'après-demain», justifiant ainsi d'une phrase le refus obstiné des magnats de l'industrie allemande de consentir des augmentations de salaire rattrapant la hausse des prix.

LES SALAIRES

Certes le salaire moyen de l'ouvrier allemand ap-

paré de 490 000 à 385 000 en quelques années, alors que Volkswagen a dégraisé ses effectifs de pas moins de 25 000 (!!!) personnes, alors que le quart des chômeurs recensés a perdu son emploi à la suite de faillite, malgré tout cela, les patrons allemands continuent de prévoir de nouveaux licenciements. Dans des usines les cadres ont mis sur pied la liste du personnel «non indispensable» et qu'ils ont l'intention de licencier en échelonnant jusqu'en 78. Ailleurs, les directions d'entreprise multiplient les projets pour pouvoir rationaliser la production et l'étendre sans avoir à embaucher.

Et évidemment, les premiers licenciés ce sont les femmes, les jeunes, ceux qui ont un fort taux d'absentéisme. La proportion du chômage fait qu'aujourd'hui directement ou indirectement tous les ménages populaires de RFA sont touchés. Le système d'allocation mis en place par le gouvernement SPD s'apparente à celui mis en place par Giscard.

Mais dans la dernière période, pour faire baisser artificiellement le nombre des chômeurs, et surtout pour faire baisser le montant des allocations versées, le ministre du travail a fait adopter des dispositions draconiennes : n'a plus droit aux allocations pendant plusieurs semaines :

- celui qui refuse un emploi qui ne correspond pas à sa profession
- celui qui refuse un emploi qui est plus éloigné de son domicile que le précédent
- celui qui refuse un emploi où les conditions de travail sont plus défavorables
- celui qui refuse un emploi où le salaire net est inférieur à son salaire précédent.

Avec de telles mesures aussi draconiennes, l'office fédéral du travail coupe les allocations à 44 200 travailleurs qui pendant plusieurs semaines se sont vus privés de toute ressource ! Ainsi donc parallèlement à la prévision de l'extension du chômage, la RFA s'engage dans une limitation des indemnités qui porte gravement atteinte aux conditions de vie des chômeurs.

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Cette situation de chômage n'est pas sans répression importante sur les travailleurs immigrés. L'examen du chiffre de travailleurs immigrés recensés en RFA en 73 et 75 fournit une indication identique pour toutes les nationalités (voir tableau). Le système de surveillance et de contrat des travailleurs immigrés en RFA est fait de telle manière, que leur expulsion est chose facile : d'une part, quand ils viennent en Allemagne, ils ne viennent que pour une durée limitée. Ils sont forcément expulsés au terme du contrat, de nouveaux travailleurs immigrés venant prendre leur place. D'autre part, s'ils perdent leur emploi au cours de leur contrat, les services de l'immigration aussitôt alertés (tout travailleur immigré est de toutes les façons fiché !) ont la possibilité soit de lui faire chercher un autre emploi, soit de l'expulser.

GRECS

ITALIENS

YOUGO-SLAVES

TURCS

ESPAGNOLS

Travailleurs immigrés, en milliers.

Avec un tel système, qui a pour base la rotation rapide de la composante immigrée du prolétariat d'Allemagne, la bourgeoisie peut d'une part limiter les possibilités d'organisation de cette composante immigrée, d'autre part jouer sur son renouvellement plus ou moins total pour influencer sur le taux de chômage. Elle ne s'est pas privée dans la dernière période de jouer sur ces deux possibilités, et contribue ainsi à faire de l'Allemagne un bagne pour les travailleurs immigrés

On le voit dans les faits, la classe ouvrière française n'a rien à envier à la classe ouvrière allemande. Nous verrons demain les obstacles aux luttes rencontrés par les travailleurs de RFA, avec le droit de grève, et l'organisation du syndicat unique le DGB.